

La rivalité sino-américaine

Henri Houben, Gresea, juin-juillet 2018

Avec la hausse soudaine des droits douaniers sur l'acier et l'aluminium, le gouvernement américain a déclaré ouverte une guerre commerciale mondiale. Si les Européens semblent les plus touchés, la Chine est pourtant la première visée, même si les deux produits incriminés ne figurent pas parmi les exportations majeures de l'« empire du Milieu » [1] aux États-Unis. Cet épisode est l'apothéose de vingt-cinq années de dénigrement du pays asiatique par les États-Unis pour en faire aujourd'hui l'ennemi public numéro un. En une série de cinq analyses, le Gresea propose de revenir sur cet axe fondamental de l'économie mondiale contemporaine.

1. [La Chine : ennemi numéro 1 de Washington](#)



Au moment de la fin de la guerre froide et de l'effondrement de l'URSS, les experts américains en stratégie étaient euphoriques : les États-Unis n'avaient plus d'adversaire à leur taille ; pour la première fois de l'histoire, un État pouvait savourer le moment unique d'un pouvoir incontesté.

Quelque vingt-cinq ans plus tard, la situation a totalement changé. La Russie s'est redressée et défie de nouveau Washington. Des pays réfractaires [2], comme l'Iran, la Corée du Nord, Cuba, le Venezuela et la Syrie, résistent. Même l'Europe n'est pas unie derrière la Maison-Blanche. L'Allemagne, la France et la Belgique notamment ont refusé de participer à une nouvelle guerre en Irak en 2003. La Grande-Bretagne, autrefois alliée indéfectible des États-Unis, est plus réservée à se lancer dans un nouveau conflit armé à l'étranger.

Mais, dans tout ce lot de déboires diplomatiques américains, le cas le plus grave est celui de l'émergence d'une puissance capable de concurrencer le pays dans quasiment tous les domaines, la Chine. Certes, la contestation est sans doute faible au niveau idéologique, Beijing n'insistant guère sur son caractère socialiste [3] pour s'imposer sur le plan mondial (contrairement autrefois à l'URSS). En revanche, en ce qui concerne l'économie, les capacités militaires, les relations culturelles et stratégiques, la Chine progresse à grands pas, rattrapant petit à petit son retard sur les autres nations industriellement avancées et donc également sur le leader états-unien.

Le monde d'aujourd'hui n'est plus celui de 1991. Il n'est plus unipolaire, comme l'ont chanté les conservateurs américains de tout bord, pour autant qu'il ne l'ait jamais été. Au contraire, il est multipolaire, avec l'apparition de tensions croissantes entre États puissants qui peuvent entraîner la planète dans une nouvelle conflagration.

L'hégémonie qui se voulait totale

La droite extrême outre-Atlantique peut affirmer qu'elle avait prévu l'effondrement soviétique et féliciter Ronald Reagan d'avoir lancé sa croisade anticommuniste lors de son élection en 1980. La fin de la guerre froide a, en fait, surpris les plus zélés des stratèges américains, y compris les spécialistes de l'URSS. Il a fallu du temps à la Maison-Blanche avant de concocter de nouvelles orientations pour l'ère qui s'ouvrait au tournant des années 1990. Depuis la Seconde Guerre mondiale, Washington avait toujours vécu avec un ennemi sur la scène internationale. Soudainement, elle n'en avait plus.

Dick Cheney, alors secrétaire [4] à la Défense sous la présidence de George Bush Sr, charge alors Paul Wolfowitz, sous-secrétaire à la politique de Défense, de rédiger un rapport secret sur les directions que devraient prendre les États-Unis à l'avenir, maintenant que l'URSS n'est plus. Malheureusement pour eux, des fuites sur les intentions des auteurs paraissent dans la presse, notamment par le biais du *Time*, prestigieux hebdomadaire américain. L'aspect le plus scandaleux de ces révélations est que les promoteurs du projet veulent empêcher à tout prix l'arrivée sur la scène internationale d'un État capable de rivaliser avec les États-Unis, comme l'avait fait l'URSS par le passé. De quoi réveiller les consciences dans toutes les capitales du monde, qui contestent ces velléités de nature impériale.

Le texte final officiellement diffusé ne retiendra pas la formulation proposée initialement par Wolfowitz, car trop crue [5]. Mais il n'empêche que l'intention avouée restera celle exprimée dans le premier document.

En 1997, dans « Le grand échiquier », un ouvrage majeur sur la stratégie américaine à mener dans les relations internationales, Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président Jimmy Carter, donc démocrate [6], exprime exactement cette volonté dominatrice. Il résume ce qu'il incombe de faire aux États-Unis : « En premier lieu, identifier les États possédant une réelle dynamique géostratégique, et capables de susciter un bouleversement important dans la distribution internationale du pouvoir. (...) En second lieu, formuler des politiques spécifiques pour contrebalancer les effets néfastes des politiques initiées par ces États ; définir les moyens de les associer ou de les contrôler, de façon à préserver et à promouvoir les intérêts vitaux des États-Unis ; élaborer une réflexion géostratégique globale qui intègre et harmonise, à l'échelle planétaire, les diverses

politiques régionales des États-Unis ». Plus directement, il ajoute : « Dans la terminologie abrupte des empires du passé, les trois grands impératifs géostratégiques se résumeraient ainsi : éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance que justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés ; empêcher les barbares de former des alliances offensives » [7].

À l'époque, aucune puissance adverse n'émerge véritablement : la Russie connaît, ce que Joseph Stiglitz appelle la plus grande catastrophe économique en temps de paix ; le Japon, qui avait fait figure d'épouvantail économique dans les années 1980, n'arrive pas à sortir d'une longue crise économique ; les pays européens cherchent des politiques communes ; la Chine reste un pays relativement peu développé, à l'exception de certaines régions côtières.

Michael Pillsbury est un des artisans du changement de perspective et de l'inquiétude croissante que suscite aux États-Unis le développement chinois. Présent sur la place Tiananmen en 1989 à l'occasion des révoltes étudiantes, il condamne violemment l'intervention des forces de l'ordre et prend en grippe le gouvernement de Beijing. Dès les années 1990, il publie plusieurs livres contre l'empire du Milieu qui sont édités par l'université de la défense nationale, liée au département de la Défense [8].

En 1998, il écrit un ouvrage intitulé « Comment la Chine voit la guerre du futur » [9]. Il y dénonce un pouvoir qui n'aurait de cesse de vouloir vaincre les États-Unis et de prendre sa revanche sur deux siècles d'histoire, au cours desquels le pays serait passé de nation prospère [10] à l'une des plus pauvres de la planète. Beijing « mettrait toute son énergie à développer les armes les plus efficaces et les plus économiques, pour surprendre l'adversaire avec traîtrise et fourberie ». [11] Cet ancien fonctionnaire du Pentagone sous Reagan et Bush Sr exhorte ses concitoyens à se méfier de cet État asiatique.

Il faut préciser qu'à cette époque, la Chine était plutôt bien vue, puisqu'elle avait signé des accords avec Washington contre l'URSS. Le président démocrate Bill Clinton (1993-2001) considérait le pays comme un partenaire stratégique. Mais, depuis lors, Michael Pillsbury a participé à plusieurs documents pour dénoncer la politique chinoise de renforcement militaire et d'expansion internationale. Depuis 2004, il est consultant pour le Pentagone et travaille pour le Hudson Institute, un centre de recherches conservateur.

Il est rejoint en 1997 par deux journalistes d'extrême droite qui veulent ouvrir les yeux de la population face à la nouvelle menace « jaune ». Leur ouvrage, peu ambigu, s'intitule « The Coming War with China » (La guerre prochaine avec la Chine).

Ils écrivent sans ambages : « le but que poursuivent les États-Unis en Asie depuis près d'un siècle consiste à empêcher qu'un seul État ne domine cette région ; or c'est précisément ce que la Chine cherche à faire aujourd'hui. Les ambitions chinoises et les intérêts américains ne peuvent donc que se heurter, et l'ampleur de cette collision éclipse déjà l'Europe, tant sur le plan stratégique qu'économique. La partie qui se joue en Asie est, tout comme au XIX^e siècle, un jeu de pouvoir où la Chine va menacer l'équilibre précaire sur lequel les États-Unis veillent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. » [12]

Ils précisent : « La Chine ne remplace pas la menace soviétique, elle conteste le pouvoir des États-Unis d'une manière plus difficile à cerner : elle n'est pas une puissance militaire fondée sur une économie fragile, mais une formidable machine économique engendrant une force militaire non négligeable. L'élément clé, c'est la régularité avec laquelle la puissance chinoise s'affermi, en Chine, comme dans le reste de l'Asie et du monde. Le rôle qu'envisage de jouer la Chine sur la scène internationale et les relations qu'elle tisse avec des pays occidentaux rivaux sont néfastes pour les États-Unis. » [13] Et ils concluent donc : « À ce titre, d'alliée stratégique des États-Unis, elle deviendra son adversaire durable » [14].

Ils proposent de contenir Beijing dans ses relations avec ses voisins et ses pratiques commerciales. En outre, ils appellent les autorités américaines à promouvoir la démocratie et le respect des droits de l'homme en Chine, avec l'espoir que partagent beaucoup de dirigeants outre-Atlantique que la démocratie soit synonyme de libre-échange, de suivi strict des droits de la concurrence (au plan formel au moins) et de rapports pacifiques au niveau mondial.

En 1996, Samuel Huntington écrit « Le Choc des civilisations », un livre qui a eu une certaine importance du fait que son auteur était connu comme politologue spécialisé. Ce conservateur annonce une nouvelle ère de conflits entre nations, peuples et territoires appartenant à des civilisations différentes. Mais il propose aussi à Washington de se méfier de la Chine et, pour cela, de « freiner le développement militaire » de la Chine et de ses alliés, d'empêcher le Japon de se rapprocher de la Chine, de « maintenir la supériorité technologique et militaire de l'Occident » sur les autres. [15] Il précise notamment : « L'émergence de la Chine comme puissance dominante en Extrême-Orient et en Asie du Sud-Est serait contraire aux intérêts américains tels qu'ils ont été historiquement définis. » [16]

Pour sa part, Zbigniew Brzezinski ne s'inquiète pas encore de Beijing. Il craint davantage une alliance russo-chinoise avec rapprochement possible avec l'Iran, qui établirait sur ce vaste continent eurasiatique, auquel les États-Unis n'appartiennent pas, une formidable puissance capable de rivaliser avec Washington [17]. Mais les avis commencent à converger au sujet de cette montée presque inexorable d'un pays dont la croissance économique moyenne avoisine alors les 10% par an.

C'est dans ce contexte que le PNAC (Project for the New American Century [18]) est fondé par deux penseurs néoconservateurs, Robert Kagan et William Kristol. Leur projet est plus large et vise notamment une nouvelle guerre contre l'Irak, en vue de se débarrasser de Saddam Hussein. Pour ces auteurs, Beijing est un objet de préoccupation tout aussi important.

En 2000, ils éditent un ouvrage intitulé « *Present Dangers. Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy* » (Dangers actuels. Crise et opportunité dans la politique étrangère et de défense américaine). Ce titre fait référence au comité sur le danger actuel, créé en 1976 avec pour but de souligner la dangerosité à l'époque de l'URSS et de ses capacités à surpasser les États-Unis dans le domaine militaire. Cet organe avait contribué à la victoire de Ronald Reagan aux élections de novembre 1980 et composé en partie son administration. Le but est ici similaire en donnant la parole avant les élections de novembre 2000 à des personnalités du mouvement conservateur comme Richard Perle, Paul Wolfowitz ou Elliott Abrams qui auront des postes de responsabilité sous l'ère Bush Jr. (2001-2009).

Dès la préface du livre, les auteurs énumèrent les dangers actuels pour la Maison-Blanche, dont le tout premier est « l'émergence de la Chine comme une puissance forte, déterminée et potentiellement hostile ». [19] L'un des essayistes choisis pour dénoncer la menace « jaune » est Ross Munro, qui avait coécrit en 1997 « *The Coming War with China* ».

Mais, même chez William Bennet, ancien secrétaire à l'Éducation sous Reagan (1985-1988), chargé de critiquer la politique étrangère américaine, il y a un couplet contre Beijing : « Le défi d'une nation comme la Chine qui considère la liberté comme une menace et viole de manière continue et délibérée les droits de ses propres citoyens, nous confronte à la possibilité bien réelle d'une autre confrontation sérieuse et prolongée avec un État bien armé et dangereux - avec le problème que la Chine aurait, pour nous embêter, des ressources financières beaucoup plus importantes telles que les Soviétiques n'en ont jamais pu rêver. De plus, la région du monde que la Chine cherche à dominer - les nations asiatiques vivant sous son influence géante - détient une capacité productive avec des possibilités économiques extraordinaires qui dépassent de loin l'impact commercial qu'a pu avoir le pacte de Varsovie sur les États-Unis ou ses alliés pendant les années de guerre froide. » [20]

La victoire républicaine en 2000 amène à la présidence George Bush Jr., qui précise immédiatement que la Chine est un concurrent stratégique. Son administration va d'ailleurs mener une politique visant à contenir le développement et l'expansion chinois à travers le contrôle sur les matières premières, principalement énergétiques, au Moyen-Orient. Celles-ci servent, en effet, de façon décisive à l'économie asiatique. Dans ce cadre, une attaque contre l'Irak pour renverser Saddam Hussein est défendue par les conservateurs.

Définitivement, Beijing est perçu comme l'adversaire que Washington aurait voulu ne jamais avoir. En 2005, le rapport annuel du Pentagone affirme que la Chine représente la menace à long terme la plus sérieuse pour la sécurité globale des États-Unis. Donald Rumsfeld, secrétaire à la Défense, va qualifier la militarisation de la Chine « de défi à l'ordre mondial ». [21]

Malheureusement pour cette droite extrême, les opérations militaires menées aussi bien en Afghanistan qu'en Irak vont tourner au fiasco politique. Il va falloir un président démocrate pour redresser la barre sur le plan économique face à la plus grande crise depuis la Seconde Guerre mondiale et sur le plan politique international pour participer à nouveau aux activités multilatérales comme premier des pairs [22].

Ce n'est pas pour autant que Barack Obama ne va pas suivre ses prédécesseurs immédiats dans l'affirmation d'une politique chinoise ferme pour défendre les intérêts américains. Une des raisons de sa volonté de se désengager en Afghanistan et en Irak réside dans le fait de pouvoir déployer les forces armées en Asie de l'Est, face à la Chine. L'administration Obama vise également à déplacer le centre stratégique de la politique étrangère américaine du Moyen-Orient vers l'Asie centrale, ce vaste territoire peu peuplé issu de la dislocation de l'URSS.

La montée inexorable de la Chine

Pendant ce temps, l'empire du Milieu continue de se développer à une vitesse exceptionnelle. Selon les données d'Angus Maddison, un des grands spécialistes des statistiques sur le long terme, le PIB réel à parité de pouvoir d'achat [23] chinois a augmenté entre 1950 et 2008 (avant la crise des subprimes [24]) de 6,4% par an (sur 58 années donc) [25] en moyenne. C'est phénoménal. Aucun pays dans le monde -n'a connu une telle performance [26].

En comparaison, la croissance mondiale ne s'élève qu'à 4% en moyenne annuelle. Celle de l'Allemagne, de la France et des États-Unis ne s'élève quant à elle qu'à 3,3% [27]. Sur les dernières années, de 1990 à 2008, la hausse du PIB chinois est passée à 8,3% en moyenne par an, contre seulement 2,8% pour les États-Unis. Or, depuis la crise de 2007-2008, la Chine est responsable d'un tiers de la croissance mondiale contre à peine un septième pour les États-Unis [28].

À ce rythme continu, la Chine va bientôt dépasser les États-Unis comme première puissance économique mondiale. Les prévisions les plus optimistes tablent sur 2030, les plus pessimistes sur 2050. Mais le phénomène semble irréversible.

« Selon le Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII) et la Commission européenne, en 2050 le poids économique de l'Inde et de la Chine serait similaire à celui des États-Unis et de l'Union européenne. Celui de la Chine (25% du PIB mondial) dépasserait celui des États-Unis (19%). » [29]

On comprend dès lors qu'à Washington, les esprits s'échauffent. En effet, au-delà du rattrapage, plusieurs raisons suscitent l'exaspération des Américains. Tout d'abord, Beijing oriente de plus en plus son développement sur les secteurs technologiques de pointe, là où la supériorité américaine était quasi indiscutable. Ensuite elle élargit ses capacités militaires ainsi que ses composantes manufacturières avancées, jusqu'à concurrencer le Pentagone en ce domaine et compose sa stratégie à partir d'un centre étatique comme l'avaient élaboré auparavant le Japon et puis les autres tigres et dragons, la Corée du Sud, Taiwan, Singapour.

Comme le note le dernier rapport américain sur la Sécurité nationale : « La Chine et la Russie ont commencé à réaffirmer leur influence à l'échelle régionale et mondiale. Aujourd'hui, ils mettent en place des forces militaires en vue d'empêcher les accès aux États-Unis en temps de crise et pour contester notre capacité à opérer librement dans des zones commerciales critiques en temps de paix. Bref, ils contestent nos avantages géopolitiques et tentent de changer l'ordre international en leur faveur. » [30]

Le moment de l'unipolarité incontestée est bien loin. Mais certains, notamment les forces les plus conservatrices aux États-Unis, ne veulent pas en entendre parler. Pour essayer de parer à cette montée inexorable de la Chine surtout, les républicains, majoritaires au Congrès, ont imposé à Bill Clinton la constitution d'un nouvel organe, la Commission d'examen des relations économiques et sécuritaires entre les États-Unis et la Chine [31]. Celui-ci est composé de onze ou douze parlementaires venus des bancs républicains et démocrates à proportion presque égale, en vue d'analyser les problèmes que pose le développement chinois en matière de supériorité économique, technologique et militaire. La commission doit également proposer à la Maison-Blanche des mesures adaptées pour y faire face.

Les stratégies aussi bien de George Bush Jr., que de Barack Obama ou, aujourd'hui, de Donald Trump sont clairement définies pour contrecarrer l'avancée chinoise.

En revanche, ces dernières années, sous l'impulsion du nouveau président Xi Jinping, Beijing a lancé deux initiatives de grande envergure, les « nouvelles routes de la soie », d'une part, et « Made in China 2025 », d'autre part. La première a pour objectif affiché de développer les infrastructures en Asie centrale et de relier ainsi, comme par le passé, la Chine à l'Europe occidentale. La seconde vise à accroître les capacités technologiques de la Chine pour faire entrer de plain-pied le pays dans l'ère de la robotisation et de la numérisation.

Notes

[1] En français, on utilise ce terme pour désigner la Chine. En fait, la notion employée était, en traduction du chinois, le pays du milieu, qui a été indiqué dans les accords commerciaux conclus après les guerres honteuses de l'opium au XIX^e siècle. Et, depuis 1912, il n'y a plus d'empereur, le dernier ayant été destitué par la révolution nationale menée par Sun Yat-sen.

[2] Selon la vision américaine.

[3] Ce caractère est d'ailleurs de plus en plus discutable.

[4] Secrétaire aux États-Unis signifie ministre.

[5] Pierre Melandri et Justin Vaisse, *L'Empire du Milieu. Les États-Unis et le monde depuis la fin de la guerre froide*, éditions Odile Jacob, Paris, 2001, p.67.

[6] Alors que Bush, Cheney et Wolfowitz sont républicains.

[7] Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Échiquier*, Bayard Éditions, Paris, 1997, p.67-68.

[8] National Defense University (NDU).

[9] *Chinese Views of Future Warfare*.

[10] Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la Chine apparaît comme une des premières puissances du monde. Voir à ce sujet la rencontre entre l'empereur mandchou Qianlong et l'ambassade britannique venue au nom de la Compagnie des Indes orientales (Alain Peyrefitte, *L'Empire immobile ou le choc des mondes*, Fayard, Paris, 1989).

[11] Jean-François Susbielle, *Chine-USA. La guerre programmée*, Éditions Générales First, Paris, 2006, p.246.

[12] Richard Bernstein & Ross Munro, *Chine-Etats-Unis : danger*, éditions Bleu de Chine, Paris, 1998, p.13.

[13] Richard Bernstein & Ross Munro, *op. cit.*, p.28.

[14] Richard Bernstein & Ross Munro, *op. cit.*, p.21.

[15] Samuel Huntington, *Le Choc des civilisations*, éditions Odile Jacob, Paris, 2000, p.470.

[16] Samuel Huntington, *op. cit.*, p.471-472.

[17] Zbigniew Brzezinski, *op. cit.*, p.84.

[18] *Projet pour un nouveau siècle américain. Le XX^e siècle a été celui des États-Unis. Qu'il en soit de même pour le suivant.*

[19] Robert Kagan and William Kristol, *Present Dangers. Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, Encounter Books, San Francisco, 2000, p.vii.

[20] William Bennett, « *Morality, Character and American Foreign Policy* », in Robert Kagan and William Kristol, *op. cit.*, p.302-303.

[21] Jean-François Susbielle, *Chine-USA. La guerre programmée*, Éditions Générales First, Paris, 2006, p.182-183.

[22] *Primus inter pares*, comme aimait à se faire passer l'empereur romain Auguste.

[23] Le Produit intérieur brut (PIB) est la richesse marchande et monétaire produite en un an dans un pays. Le terme 'réel' signifie qu'on supprime l'effet de la hausse des prix, l'inflation. Enfin, la parité de pouvoir d'achat indique que l'on compare la richesse par pays au même niveau de prix. Souvent, on utilise le produit MacDo et ses ingrédients ainsi que les prix qu'ils coûtent pour ramener les chiffres de la production à la même échelle, ce à quoi ils correspondent pour un citoyen moyen.

[24] La crise des subprimes (2007-2008) est celle qui est née de prêts hypothécaires accordés à des familles qui n'étaient pas en capacité de rembourser (les dits subprimes).

[25] Calculs sur base Angus Maddison, [Statistics on World Population, GDP and Per Capita GDP, 1-2008 AD](#) :. Angus Maddison étant mort en 2010, d'autres spécialistes ont pris sa relève dans le Maddison Project.

[26] En fait, les statistiques d'Angus Maddison montrent quelques pays qui font mieux : la Guinée Équatoriale, Oman, Taïwan, les Émirats arabes unis, le Botswana, Singapour, la Corée du Sud, Hong Kong et la Jordanie. En fait, ce sont de petits États qui sont partis d'un niveau très bas, qui ont bénéficié d'une manne énergétique non négligeable, qui ont été largement aidés par Washington comme Taïwan et la Corée du Sud ou qui ont, comme Singapour et Hong Kong, concentré chez eux l'activité de toute une région. Ce n'est guère représentatif.

[27] Le Japon, miraculé entre 1950 et 1990, atteint 5,1%.

[28] Calculs sur base de Banque mondiale, base de données, PIB à prix constants en dollars.

[29] Jean-Christophe Defraigne, « Le projet mercantiliste de Trump : une tentative pour les firmes américaines de garder le contrôle de la chaîne de valeur face à la montée des économies émergentes et à la Chine dans une période de de crise mondiale » in Michel Korinman (dir.), Les leçons de Donald Trump, éditions L'Esprit du Temps, Bègles, 2017, p.47.

[30] National Security Strategy of the United States of America, décembre 2017, p.27.

[31] U.S.-China Economic and Security Review Commission.

2. [Les nouvelles routes de la soie](#) : le cauchemar de Brzezinski passe par l'Asie centrale



Dans son ouvrage intitulé *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, Zbigniew Brzezinski fait de l'hégémonie américaine un gage de stabilité mondiale. L'émergence d'une puissance concurrente sur la scène internationale est donc « nécessairement » un facteur de déstabilisation selon le politologue américain. Dès lors, le projet chinois de partenariat géoéconomique en Asie centrale, les nouvelles routes de la soie, est-il en passe de réaliser le cauchemar de celui qui fut également le conseiller de Jimmy Carter et un personnage influent au sein des administrations démocrates successives jusqu'à sa mort en 2017 ? Tentative de décryptage.

Les routes de la soie évoquent une histoire ancienne, composée de mythes, de légendes, mais aussi d'aventures et d'épopées qui ont contribué grandement au progrès de l'humanité.

Très tôt, les échanges commerciaux se sont établis entre les régions frontalières, permettant l'acheminement de marchandises d'un bout à l'autre du vaste continent eurasiatique. C'est ainsi qu'on a retrouvé des poteries grecques croisant d'autres objets chinois en Asie centrale. Mais ce commerce se limitait à passer les denrées d'un territoire à un autre. Ce sont les Parthes qui, sur les terres, contrôlaient la route et les Arabes qui assuraient la liaison maritime entre l'Asie orientale et l'Europe.

En l'an 141 av. J.-C., l'empereur Wudi accède au trône. Il fait partie de la dynastie des Han [1], l'une des plus prestigieuses de l'histoire. Il veut étendre son territoire et amplifier les relations commerciales avec les « pays » voisins. Il envoie donc un émissaire, Zhang Qian, en des contrées peu hospitalières et dominées par le peuple semi-nomade des Xiongnu [2]. Grâce à leur formidable cavalerie, ces derniers étaient des guerriers redoutables, capables de battre l'armée régulière chinoise.

La grande muraille devait servir à empêcher leurs incursions incessantes pour piller les paysans du nord de la Chine.



[La grande muraille](#)

Durant ses voyages dangereux [3], l'explorateur a pu constater que les régions traversées étaient demandeuses de produits chinois. Il est considéré comme celui qui a ouvert la route de la soie, entre l'empire du Milieu et l'Occident. Ce chemin va rester semé d'embûches durant de longs siècles. Non seulement il dépendait de l'attitude des dirigeants successifs de la Mongolie, mais il était également long et périlleux. Il fallait notamment passer le long du terrible désert du Taklamakan, l'un des plus arides du monde, situé pour la majeure partie dans l'actuelle province chinoise du Xinjiang. De nombreuses caravanes s'y sont perdues et n'ont jamais pu en sortir.

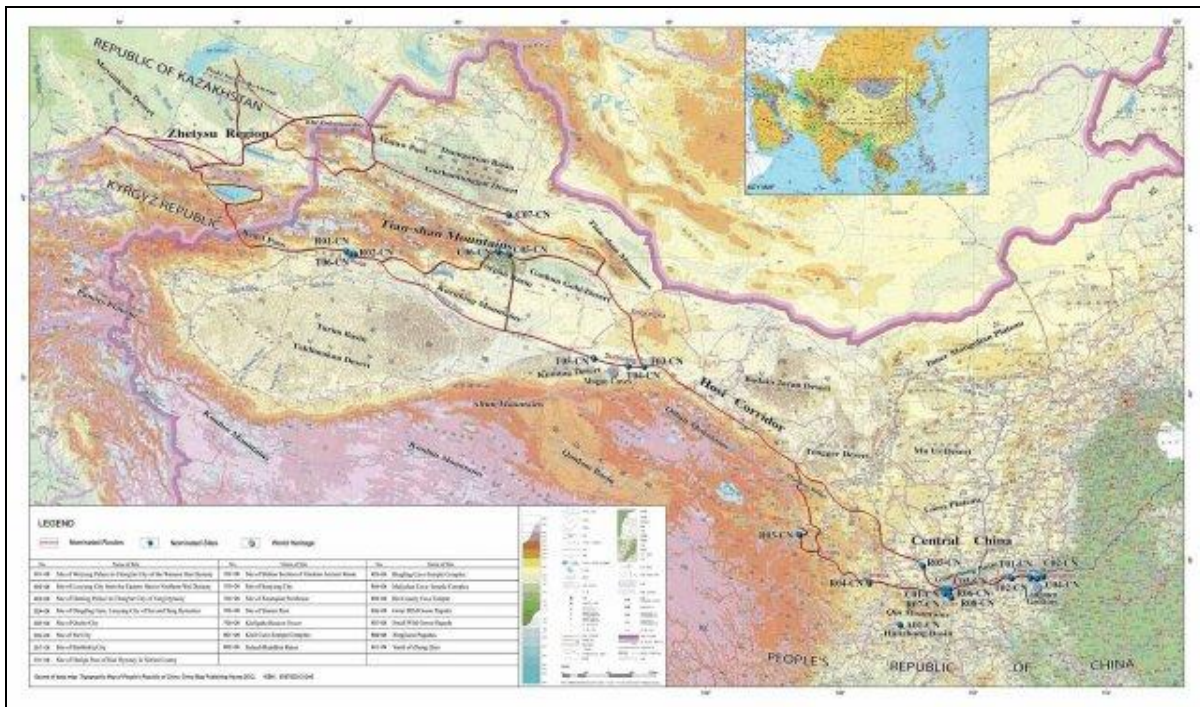
C'est à cette époque, dominée par les Mongols, sous l'égide de Gengis Khan et de ses successeurs, que les transactions commerciales ont été les plus fructueuses. Les Mongols, dirigeant l'essentiel de l'Asie centrale, permettaient aux marchands de passer en Chine. C'est d'ailleurs à ce moment que Marco Polo a entamé ses excursions et rencontré Kubilaï Khan, petit-fils de Gengis Khan et devenu grand khan de son peuple. Ce dernier s'est installé à Beijing et a fondé la dynastie chinoise des Yuan. Marco Polo en a tiré un livre célèbre, *Le Livre des Merveilles* ou *Le Dévissement du Monde*.

Par la suite, Yongle (1402-1424), troisième empereur de la dynastie des Ming (qui a chassé les Yuan), a lancé son amiral, l'eunuque musulman Zheng He, dans des expéditions maritimes titanesques. Pour cela, il a créé la flotte la plus imposante de son temps. Le but était d'aller demander à tous les potentats d'Asie qu'ils viennent à Beijing pour rendre hommage au « descendant du ciel ». Zheng He a fait sept voyages entre 1405 et 1433, atteignant les côtes de l'Afrique orientale. Certains affirment même qu'il serait parvenu en Amérique, avant Christophe Colomb, et en Australie [4].

Les successeurs de Yongle ont abandonné ces voyages, jugés trop coûteux pour un résultat considéré comme maigre. Ils ont même détruit la fantastique armada construite par Yongle et les archives de ces expéditions, de sorte que le nom de Zheng He est tombé dans l'oubli, ainsi que ses exploits.

La route de la soie, qui ne concernait pas seulement ce produit, a été moins fréquentée. D'une part, l'empire mongol s'est disloqué en Asie centrale, rendant les passages plus difficiles. D'autre part, les pays européens ont gagné les océans et sont partis à la conquête du monde : l'Amérique et l'Asie d'abord, l'Afrique ensuite.

Outre le développement du commerce, la route de la soie a également permis l'échange d'idées et d'inventions. La production de soie a longtemps été secrètement conservée par les empereurs chinois. Mais d'autres découvertes ont traversé le continent. Le papier, la boussole, la poudre à canon et même l'imprimerie [5] ont été découverts dans l'empire du Milieu, puis acheminés vers l'Europe pour y provoquer les bouleversements qui caractérisent la Renaissance.



Source : <https://whc.unesco.org/document/132728>

En 2014, la valeur historique de ce parcours a amené l'UNESCO [6] à reconnaître comme patrimoine universel 5.000 km de ces routes et de ces sites entre Chang'an (actuellement Xi'an), l'ancienne capitale des dynasties Han et Tang et la région de Jetyssou, en Asie centrale [7]. Dès 1988, l'organisation avait lancé le projet « Les routes de la soie. L'Étude intégrale des Routes de la soie : routes de dialogue (1988-1997) », suscitant expéditions dans les régions concernées, conférences, études et publications de livres à ce propos.

Une initiative chinoise nouvelle

Il n'est donc pas étonnant que les États-Unis, alertés par le livre de Brzezinski qui dépeint l'Asie centrale comme les Balkans du XXI^e siècle [8], s'emparent de ce thème en 1999 pour « créer une région économiquement vivante et interconnectée

à travers l'Afghanistan et les pays de l'Asie centrale et du Sud ». [9] Mais la Maison-Blanche, embarquée dans sa lutte contre le terrorisme, offre une réponse essentiellement militaire et sécuritaire à la région. En 2011, Hillary Clinton, alors secrétaire d'État, remet l'idée au goût du jour, expliquant que Washington encouragerait les investissements privés dans les infrastructures (transports, énergie), pour l'ensemble de la région. [10]

Il en résulte une alliance appelée « format C5+1 », regroupant les États-Unis et cinq nations d'Asie centrale - le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan - qui se réunit une fois par an. Deux projets économiques, un pipeline gazier liant le Turkménistan à l'Asie du Sud et « CASA-1000 », une entreprise de production et d'exportation d'électricité impliquant le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Afghanistan et le Pakistan, sont en cours, mais bloqués pour des raisons politiques et sécuritaires [11]. L'investissement américain est finalement minime.

Pendant ce temps, en Chine, Hu Jintao, secrétaire politique du parti communiste depuis le 15 novembre 2002 et président du pays depuis le 15 mars 2003, cède sa place. C'est Xi Jinping qui lui succède le 15 novembre 2012 à la tête du parti et le 15 mars 2013 comme nouveau président de l'empire du Milieu. Il veut d'emblée imprimer sa marque.

Des initiatives ont déjà été prises en Asie centrale. Les pays limitrophes comme le Kazakhstan, le Turkménistan ou l'Ouzbékistan sont déjà investis par les entreprises chinoises qui y cherchent les ressources énergétiques essentielles au développement accéléré des régions côtières. Mais pour transporter le pétrole ou le gaz, il faut des infrastructures. En 2009, la CNPC (China National Petroleum Corporation), soit la société pétrolière nationale chinoise prend notamment 50% du pipeline gazier qui part du Turkménistan vers le Pacifique à travers l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, en partenariat avec les États nationaux. De cette façon, elle a cassé le quasi-monopole que Gazprom, le géant russe, avait sur la région. [12]

De même, en 1992, la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), qui dépend de l'ONU, avait promu le projet Asian Land Transport Infrastructure Development (Développement de l'infrastructure pour le transport terrestre en Asie) qui possédait trois piliers : un réseau routier asiatique, un chemin de fer transasiatique et la facilitation du transport terrestre à travers le continent. L'idée étant à la fois de relier les grands États de l'Asie centrale, mais aussi d'y harmoniser les transports.

L'initiative de Xi Jinping ne part donc pas de rien. C'est important pour comprendre le projet que le nouveau président lance le 7 septembre 2013 lors d'une conférence intitulée « Promouvoir l'amitié entre les peuples et créer un avenir meilleur » à l'université Nazarbayev d'Astana, la capitale du Kazakhstan. Il met l'accent sur les 2.000 ans d'amitié nécessaire pour transporter marchandises, idées, technologies de la Chine à l'Europe et inversement. Il propose donc de mener à nouveau ces échanges de grande envergure. Ce sont les « nouvelles routes de la soie » [13]. Il réitère sa proposition un mois plus tard en Indonésie. Au parlement de Djakarta, il annonce la création prochaine d'une banque asiatique pour l'investissement dans les infrastructures (AIIB [14] selon le sigle anglais) [15].

Mais, en fait, le programme est loin d'avoir pris forme. Il s'agit d'une esquisse, d'une ébauche d'une vision stratégique encore non aboutie. En 2014, un groupe

dirigeant [16] est formé pour définir davantage ce qu'on attend réellement de cette initiative. Celui-ci formule ses propositions en février 2015. C'est à partir de là que l'orientation stratégique se développe réellement.

Le plan pour établir de nouvelles routes de la soie se veut large, ouvert et flexible. Il allie des intérêts stratégiques, géopolitiques, économiques et régionaux, pour relier la Chine à l'Europe occidentale, à travers le vaste continent eurasiatique. Mais pas seulement, car Beijing lui adjoint des extensions en Afrique, un continent capital pour le pays en termes d'approvisionnement en matières premières. Les nouvelles routes de la soie vont même jusqu'en Amérique latine...

Ce projet vise d'abord à construire des infrastructures. Mais, tout comme par le passé, il est composé d'une voie terrestre et d'une autre maritime. C'est pourquoi en anglais on l'appelle « *one belt, one road* » et on utilise traditionnellement le sigle OBOR, soit « une ceinture, une route » : la ceinture par la mer, la route par la terre. Il y a une primauté donc à ériger des ports, des lignes de chemin de fer, des artères asphaltées et des pipelines. Mais, au-delà de ces premières installations, les initiatives incorporent la constitution de zones industrielles, de centrales électriques et de complexes hôteliers, le but étant également de promouvoir le tourisme le long de ces chemins.

Les entreprises chinoises se sont lancées pleinement dans les programmes d'investissement. Elles ont débuté par le Kazakhstan, porte d'entrée de la route terrestre vers l'Europe, où commencent à foisonner les constructions en tout genre : chemins de fer, routes bitumées, ports, hubs...

Ainsi, la ville de Khorgos, à la frontière entre la Chine et le Kazakhstan, est en train de se développer à vue d'œil. Elle doit devenir le nœud du trafic ferroviaire en direction de l'Europe. Actuellement peuplée de 1.200 habitants, elle devrait passer bientôt à 100.000. Le nombre de containers déchargés devrait augmenter de 100.000 en 2016 à 500.000 en 2020, même si l'essentiel des produits est pour l'instant acheminé vers les autres pays de l'Asie centrale [17]. Un des problèmes actuels est qu'il faut décharger tous les trains en provenance de Chine pour ensuite tout recharger sur de nouveaux wagons, car l'espacement des rails est différent entre les deux pays. Cosco, le premier armateur chinois spécialisé dans les docks, a pris 49% de la firme kazakhe qui s'occupe de cette activité pour ce qui devrait devenir le plus grand « port terrestre » du monde, transférant quelque 4 millions de tonnes de biens par an en 2020 [18].

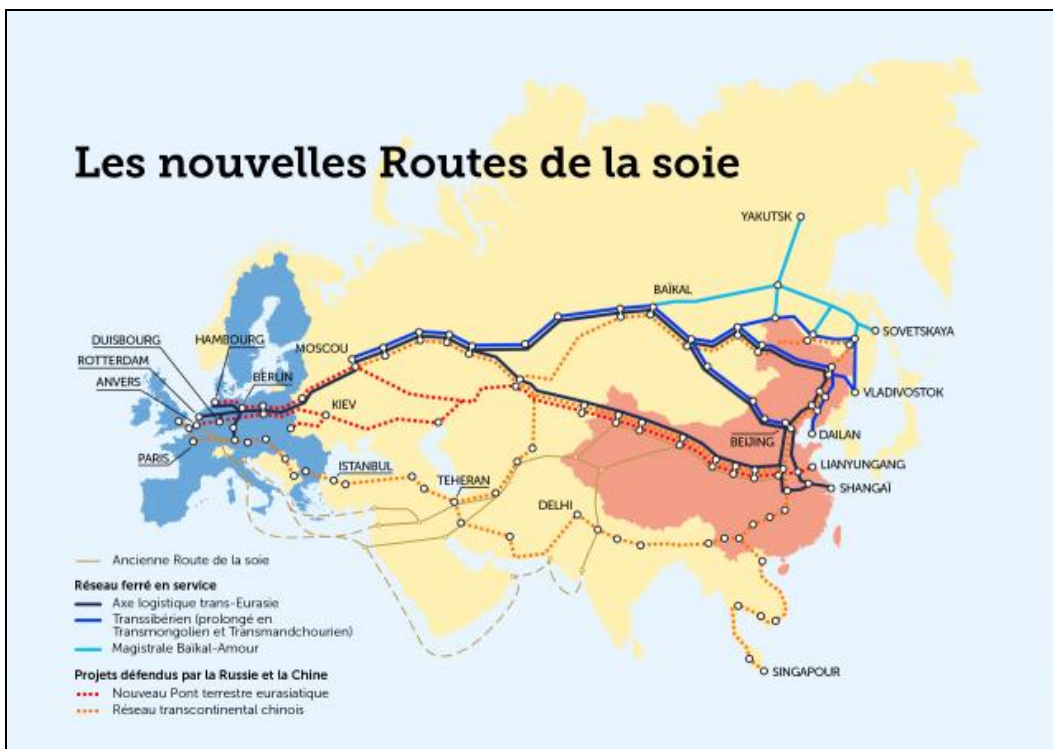
Mais ce n'est pas la seule ville impliquée dans le projet. Le gouvernement kazakh a demandé à Beijing de relier la capitale Astana au réseau ferroviaire. Elle serait ainsi également rattachée au réseau qui raccorde Shenyang et Tianjin (et donc Beijing) à Moscou. Une autre ligne est en construction pour relier Astana à Aktaw sur la mer Caspienne et, ainsi, assurer une connexion avec Bakou, le grand centre pétrolier de la région et capitale de l'Azerbaïdjan.

Au total, il y aurait, à l'heure actuelle, six voies tracées pour relier l'Orient à l'Occident, comme le montre la carte ci-jointe [19].



[Khorgos Gateway](#)

Le premier trajet passe par Khorgos. Il part de Xi'an pour atteindre la capitale de la province chinoise du Xinjiang, Urumqi, puis Khorgos, ensuite Alma-Ata (devenue Almaty en 1993), la plus grande ville du Kazakhstan [20], Bichkek, la capitale du Kirghizistan, Samarcande, ville mythique de l'ancienne route de la soie, aujourd'hui en Ouzbékistan, Douchanbé, capitale du Tadjikistan, Téhéran, capitale de l'Iran, Istanbul, puis Moscou. C'est le trajet qui traverse le plus d'États de l'Asie centrale et rappelle les traditions historiques. Ce sera sans doute la voie terrestre privilégiée pour le transport de marchandises.



Le second trajet démarre de Tianjin et de Shenyang sur la côte Pacifique, traverse Beijing ou Harbin, capitale de la province du Heilongjiang, située en Mandchourie, pour rejoindre les réseaux transsibériens reliant Vladivostok à Moscou. Sur cette ligne, le Kremlin a décidé de construire la première installation de TGV en Russie entre Moscou et Kazan [21], avec l'objectif, à terme, d'arriver à Iekaterinbourg, puis de là à Beijing. Il s'agit d'un projet gigantesque sur 770 km qui réduirait le temps de voyage à 3 heures et 30 minutes au lieu de 14 heures environ. Grâce aux technologies chinoises, il devrait coûter quelque 22 milliards de dollars et entrer en fonction en 2021 [22].

Une troisième voie, plus courte, mais pas moins stratégique, devrait relier Kachgar, également situé dans la province du Xinjiang, mais au sud de celle-ci, à Gwadar au Pakistan, en passant par Islamabad, la capitale de ce pays. Pour Beijing, cette route est capitale, car elle permet d'éviter le détroit de Malacca entre l'Indonésie et la Malaisie, par où transite aujourd'hui 75% du pétrole importé par la Chine [23]. Cette dernière région poserait donc un problème majeur au pays si elle était bloquée et elle est également régulièrement soumise à des bandes de pirates qui n'hésitent pas à piller les navires qui y passent. Le but est donc de réduire la distance qui sépare Tianjin du golfe Persique de 13.000 km au profit d'un chemin terrestre de 2.000 km qui va du pied des montagnes du Tian Shan à un lieu en face de la péninsule arabique [24]. Le développement du port de Gwadar fait partie d'un vaste programme d'investissements chinois au Pakistan dans le cadre du corridor économique Chine-Pakistan estimé à environ 47 milliards de dollars. L'État pakistanais en est le propriétaire, mais a cédé la concession des opérations à la firme publique chinoise China Overseas Port Holding Company (COPHC) jusqu'en 2059.

Carte des provinces chinoises



Ce projet est cependant parsemé d'embûches. D'abord, il faut passer les massifs de la frontière sino-pakistanaise. Ensuite, on pénètre au Cachemire, une région hautement contestée entre l'Inde et le Pakistan. Il faut traverser ce dernier pays, en proie aux conflits avec les talibans et autres groupes islamistes. Et la primauté accordée par Beijing au gouvernement d'Islamabad n'est pas pour plaire à New Delhi (Inde). Le Pakistan a déployé dix mille soldats pour protéger les installations et les investissements chinois.

La quatrième voie est le principal axe maritime. Elle démarre de Fuzhou, capitale de la province chinoise du Fujian qui se situe en face de l'île de Taïwan. Elle s'arrête à Guangzhou [25], la plus grande ville du sud de la Chine, puis à Hanoi, la capitale du Vietnam. De là, le chemin aboutit à Singapour, d'où il est possible de faire escale à Djakarta, capitale de l'Indonésie, et Kuala Lumpur, en Malaisie. Il se poursuit à Colombo, capitale du Sri Lanka, au grand dam des Indiens. Il peut alors rejoindre Calcutta. Mais, de l'autre côté, il s'introduit en Afrique, à Nairobi, capitale du Kenya [26]. Ensuite, la route rejoint celle initiée par les bateaux partis de Gadwar, à savoir Djibouti, où la Chine a installé sa seule base militaire à l'étranger, la mer Rouge, le canal de Suez, la Méditerranée et le port du Pirée, que Cosco contrôle depuis 2016 lorsque l'armateur chinois a pris 67% du capital de la société du Pirée, anciennement détenue par l'État grec.

Les deux derniers axes concernent l'Asie du Sud-Est. L'un relie Kunming, capitale de la province chinoise du Yunnan à Mandalay, deuxième ville de Birmanie, Dacca, capitale du Bangladesh, et Calcutta. L'autre démarre de la même cité pour rejoindre les principales villes de la région : successivement Hanoi, Vientiane, capitale du Laos, Phnom Penh, celle du Cambodge, Bangkok en Thaïlande, Kuala Lumpur, Singapour, Djakarta et enfin Bandar Seri Begawan, capitale du sultanat de Brunei.

Ceci établit un plan initial. Mais il est susceptible de changement en fonction des risques encourus et des opportunités de développement dans certaines contrées. Comme le souligne Alice Ekman de l'Ifri (Institut français des relations internationales) : « Les Chinois restent flexibles pour tenter de saisir les opportunités ou de contourner les obstacles au fur et à mesure qu'ils apparaissent ». [27]

Relier l'Europe

Les projets remontent d'ailleurs en Europe. De Moscou, la voie se dirige directement vers Duisbourg, le principal port fluvial d'Europe. Ensuite, elle continue essentiellement vers Rotterdam, éventuellement Anvers, puis Londres. À partir d'Athènes, dont l'accès maritime est Le Pirée, les courants devraient transporter les marchandises vers Venise, puis à nouveau Rotterdam. Mais des initiatives ferroviaires existent, notamment pour lier Budapest à Belgrade et pour acheminer les biens de la Grèce vers le reste de l'Europe de l'Est [28].

En 2015, la réalisation la plus significative était le Yuxinou, le train qui reliait Chongqing, la grande métropole de 32 millions d'habitants au centre de la Chine, à Duisbourg en une vingtaine de jours [29]. Depuis lors, les jonctions se sont multipliées. En 2013, la Chine a lancé la liaison entre Chengdu, autre grande ville de la Chine centrale, à Lodz en Pologne. Puis Zhengzhou, capitale du Henan, a été mise en contact avec Hambourg, également en 2013. Wuhan, capitale de la province du Hubei, s'est connectée à Lyon. Enfin, Yiwu, située à 300 km de Shanghai et considérée comme le plus grand marché de gros du monde pour les petites marchandises, a été jointe à Madrid en décembre 2014, puis récemment à Londres.

Le système ferroviaire a de l'avenir. Ce mode de transport est encore marginal, ne représentant que 2% du fret entre la Chine et l'Europe, mais croît très rapidement [30]. En général, les trajets durent entre 15 et 20 jours contre 48 à 50

jours par bateau [31]. Mais ils sont parfois dix fois plus chers, même s'ils restent beaucoup plus démocratiques que l'avion [32].

Beijing ne privilégie pas un moyen de transport par rapport à un autre, comptant sur la diversification pour s'imposer. C'est pourquoi Cosco, la société portuaire, une des plus grandes au monde en termes de conteneurs transportés, rachète des parts dans les firmes portuaires un peu partout en Europe. Elle en possède désormais dans les ports d'Anvers, de Suez et de Singapour et est majoritaire au Pirée. Le long de l'Adriatique, la Chine cofinance avec l'État italien le projet d'alliance de cinq escales d'un montant de 2,2 milliards d'euros [33] : Ravenne, Venise et Trieste en Italie, Koper (Capodistria) en Slovénie et Rijeka (Fiume) en Croatie. En septembre 2015, un consortium dominé par les firmes chinoises CMHI, Cosco et CIC a acquis la majorité du terminal Kumport situé au port Ambarli d'Istanbul. [34]

De même, le gouvernement chinois développe, depuis 2012, un partenariat privilégié avec bon nombre de pays de l'Est européen, il s'intitule Format 16+1. Il est composé de seize nations européennes et de la Chine : Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Slovénie, Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Albanie et Macédoine. Son siège est situé à Varsovie et l'association se réunit tous les ans dans une ville différente.

La Chine veut profiter de ces États pour investir en Europe. Ces mêmes États représentent aussi le premier débouché pour les produits asiatiques en Europe. Que ce soit par la mer ou par la terre, ils sont la première destination des marchandises chinoises en Europe. C'est dès lors par ce biais que Beijing veut promouvoir les nouvelles routes de la soie et investir dans les infrastructures, comme le prévoit d'ailleurs le plan Juncker de la Commission européenne [35]. Les Chinois insistent notamment sur la complémentarité de leur projet et du plan Juncker d'investissement dans les infrastructures.

Quel financement ?

On le constate, le programme est gigantesque, il demande des moyens financiers considérables. Il est clair que pour Xi Jinping, le président chinois, il s'agit du « projet du siècle » [36]. Il a été inscrit dans la constitution lors du 19^e Congrès du Parti communiste en octobre 2017 [37]. Fin 2016, il y avait 890 initiatives en cours pour 1.000 milliards de dollars d'investissements, impliquant 60 pays. La Chine parle d'investir au total 4.000 milliards. [38] Mais certains avancent des montants bien plus importants [39]. En comparaison, le plan Marshall, l'aide américaine très particulière [40] pour le redressement de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, ne s'est chiffrée qu'à 13 milliards de dollars, soit 130 milliards au cours actuel.

Le projet géoéconomique chinois repose sur trois sources de financement principales. Le gouvernement chinois a tout d'abord créé, le 29 décembre 2014, le Fonds de la route de la soie (Silk Road Fund), fonds souverain de 40 milliards de dollars. Il a ensuite fondé la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB [41]), annoncée par Xi Jinping et mise en activité en janvier 2016, dont le capital pèse 100 milliards de dollars. Enfin, les banques publiques chinoises elles-mêmes sont incitées à participer aux différents projets d'investissement dans ces nouvelles routes de la soie. Ainsi, la China Development Bank [42] (CDB) et l'Export-Import Bank of China [43] (EIBC) ont accordé plus de

200 milliards de dollars de prêts pour ces initiatives. Et la Banque de Chine, l'Industrial and Commercial Bank of China [44] (ICBC) et la China Construction Bank [45] (CCB) ont prévu de fournir 527 milliards à de futures entreprises.

Tableau 1. Principaux pays participants à l'AIBB

Pays	Adhésion	Capital	Droits de vote
Chine	oct. 2014	29.780	26,6
Inde	janv. 2016	8.367	7,7
Russie	déc. 2015	6.536	6,0
Allemagne	déc. 2015	4.484	4,2
Corée du Sud	déc. 2015	3.739	3,6
Australie	déc. 2015	3.691	3,5
France	avril 2015	3.376	3,2
Indonésie	janv. 2016	3.361	3,2
Grande-Bretagne	déc. 2015	3.055	2,9
Turquie	janv. 2016	2.610	2,6
Italie	juil. 2016	2.572	2,5
Arabie Saoudite	fév. 2016	2.545	2,5
Espagne	déc. 2017	1.762	1,8
Iran	janv. 2017	1.581	1,6
Thaïlande	juin 2016	1.428	1,5
EAU	janv. 2016	1.186	1,3
Pakistan	déc. 2015	1.034	1,2
Pays-Bas	déc. 2015	1.031	1,2
Canada	mars 2018	995	1,1
Philippines	déc. 2016	979	1,1
Autres		11.887	20,7
Total		95.999	100,0

millions de dollars et %. Source : [AIIB](#)

Il est intéressant de noter que l'AIBB n'est pas l'apanage de la Chine. Il s'agit d'une opération conjointe de 64 États qui ont décidé d'adjoindre un certain montant de capital. Le tableau reprend les principaux donateurs de la nouvelle institution.

On remarquera que la Chine met environ 31% du capital, mais limite son droit de vote à 26,6%. Il y a, en outre, 22 pays observateurs, dont la Belgique, qui peuvent encore entrer dans la structure. Parmi les grands absents se trouvent les États-Unis et le Japon.

En même temps, le gouvernement chinois promeut la conclusion de contrats en devises locales, en particulier en yuans. C'est une manière directe de se détacher de la domination du dollar en ce qui concerne la finance et l'approvisionnement en matières premières. Parallèlement, Beijing installe petit à petit sa monnaie comme une des plus puissantes de la planète. Onze banques centrales accumulent déjà des yuans comme réserves : Afrique du Sud, Australie, Autriche, Chili, Grande-Bretagne, Malaisie, Nigeria, Pakistan, Russie, Suisse et Tanzanie. Cela fait de la devise chinoise la septième en importance dans les réserves monétaires officielles, représentant 1,1% de celles-ci en 2014. [46]

Une initiative stratégique

L'optique définie par le gouvernement n'est pas qu'internationale. Il est clair que le développement actuel de la Chine, basé sur les investissements dans l'économie nationale et les exportations, est intenable à terme. Des surcapacités existent dans plusieurs secteurs, dont ceux de l'acier, de l'aluminium et de la construction. La fabrication d'infrastructures à grande échelle est l'occasion de fournir un débouché à ces industries.

Cette croissance a aussi et surtout été l'apanage des régions côtières. Cela a aggravé considérablement les inégalités entre des provinces modernisées à l'est et d'autres, rurales et arriérées à l'ouest. À la fin des années 1990, le président chinois de l'époque, Jiang Zemin, avait conçu des plans pour réorienter l'effort économique vers ces régions plus pauvres et rurales. Avec les nouvelles routes de la soie, essentiellement les voies terrestres, celles-ci sont désormais mises à l'avant-plan.

C'est particulièrement le cas du Xinjiang, à l'extrémité occidentale du pays. La population de 22,3 millions d'habitants est composée à 45,6% d'Ouïghours, turcophones et musulmans, et à 40,1% de Han, l'ethnie majoritaire en Chine. Bien que la province soit une région autonome, les tensions entre communautés sont parfois importantes et des liens avec des groupes islamistes existent. D'où une suite d'attentats et d'accès de violence dans la région.

C'est pourquoi le gouvernement chinois se lance dans une politique de développement, espérant que l'essor économique apaisera les conflits. L'important engagement d'entreprises chinoises au Kazakhstan va dans le même sens, étant donné que 230.000 Ouïghours y vivent. [47] Mais ceci ne sera possible que si les différentes ethnies trouvent des avantages significatifs dans la coopération.

Le plan des nouvelles routes de la soie est très clairement une initiative majeure qui va probablement modifier le grand échiquier mondial au profit de la Chine. Ainsi, Sébastien Goulard, chercheur universitaire, souligne : « Après la politique d'ouverture et de réforme engagée dans les années 1970 par Deng Xiaoping, OBOR est l'un des projets les plus ambitieux jamais menés par la Chine. Il marque aussi une étape importante pour ce pays puisque c'est son premier programme de grande envergure sur la scène internationale ; son succès permettrait à la Chine d'asseoir son nouveau statut de puissance mondiale. » [48].

On retrouve cette opinion au sein de l'ONG International Crisis Group [49] : « Le plan possède également une dimension stratégique et idéologique, étendant le poids politique chinois et promouvant un modèle de développement dirigé par l'État. S'il réussit, il pourrait constituer la première étape d'un nouveau type d'ordre international dans lequel la Chine jouerait un rôle de premier plan. » [50]. Jane Golley, économiste à l'université nationale d'Australie, renchérit : « C'est une initiative stratégique sérieuse de nature géoéconomique sur le long terme qui va déplacer potentiellement le centre de gravité économique mondial. » [51]

C'est pourquoi elle est peu appréciée outre-Atlantique. En axant sur des voies qui conduisent les marchandises, les technologies et les idées à travers l'Asie centrale, elle met le doigt sur une des faiblesses de la domination américaine de la planète : son absence réelle du continent eurasiatique, qui constitue le plus grand réservoir

de population et donc de consommateurs éventuels au monde. Et l'intention de libeller les contrats en yuans et non en dollars pour un programme aussi vaste pourrait s'avérer une menace pour la domination de la devise américaine sur la planète.

Une police russe ?

Lorsque Xi Jinping a lancé son initiative à Astana en septembre 2013, le gouvernement russe s'est inquiété. Normalement, les anciennes républiques soviétiques conservent un attachement à Moscou. Les nouvelles routes de la soie apparaissent, dans ce cadre, comme une tentative chinoise pour se lier aux États d'Asie centrale au détriment de la Russie.

Mais, rapidement, la crise avec l'Occident suite à l'annexion de la Crimée, le vaste territoire qu'il est difficile d'éviter quand on s'aventure sur le chemin des anciennes caravanes, s'est retrouvé dans le programme émis par Beijing. Comme le reprend Florent Detroy dans le *Monde diplomatique* : « La Chine a eu l'intelligence de placer la Russie sur un pied d'égalité ». [52] La première visite à l'étranger de Xi Jinping comme président chinois s'est d'ailleurs faite à Moscou en mars 2013. [53]

En 2015, Moscou a demandé un prêt de quelque 6 milliards de dollars pour introduire la ligne de TGV entre la capitale russe et Kazan, ce que les banques chinoises ont octroyé. En mai 2017, le forum de la route de la soie pour la coopération internationale s'est tenu à Beijing. Vladimir Poutine y a assisté et a été le premier à s'exprimer après les officiels chinois. En échange, le Kremlin a accepté de laisser passer les camions venant du Kazakhstan sans un contrôle trop strict à la frontière [54].

Mais la coopération ne devrait pas s'arrêter là. Cette grande zone d'Asie centrale est très instable, hésitant sur son futur, avec des forces divergentes qui s'affrontent. À côté des Chinois, il y a les Russes qui ont contrôlé la région à l'époque soviétique, les Turcs qui en sont originaires et qui ont en commun une culture et une langue [55], les groupes islamistes qui insistent sur les liens existants entre les musulmans des différents pays... Sans compter la présence, même faible aujourd'hui, des Occidentaux.

Déjà au Kirghizistan, un attentat a frappé en août 2016 l'ambassade chinoise de Bichkek. En mai de cette année au Kazakhstan, des émeutes ont éclaté à la suite de rumeurs portant sur le rachat de terres par des investisseurs chinois. Au Baloutchistan pakistanais, des ingénieurs chinois ont été assassinés par des djihadistes en 2017. [56] À cela s'ajoutent des problèmes possibles de dépendance financière. Ainsi, la China Exim Bank possède à elle seule 49% de la dette publique du Tadjikistan et 36% de celle du Kirghizistan [57].

Le sentiment antichinois, basé sur l'idée que Beijing veut imposer son diktat sur les différents pays de la région et étendre son empire, se développe. C'est surtout le cas au Kirghizistan et au Kazakhstan. Selon Daniyar Kosnazarov de l'université Narxoz à Almaty : « Plus la présence chinoise en Asie centrale est grande, plus les sentiments antichinois sont forts. (...) Les sentiments nationalistes et l'enthousiasme pour les investissements chinois vivent une coexistence difficile, mais la glace (qui les sépare - ndlr) devient de plus en plus mince. » [58]

La nécessité d'avoir une politique sécuritaire jointe aux projets et initiatives économiques s'impose de plus en plus. C'est ce que souligne le politologue Thierry Garcin pour le site diploweb.com : « À terme, d'ailleurs, la protection militaire des infrastructures clés sera l'un des soucis majeurs des responsables. » [59]

Problème pour Beijing, puisque le gouvernement chinois applique toujours la politique des trois « non » : pas d'ingérence dans les affaires intérieures, pas de recherche de zone d'influence privilégiée, pas de lutte pour asseoir son hégémonie. [60] Mais cette disposition est-elle tenable à terme ? D'autant que l'acteur militaire incontournable de la zone est la Russie.

Une division du travail, un partage des tâches est peut-être en train de se dessiner : à la Chine de fournir les financements et la construction des infrastructures ; à Moscou de pourvoir à la sécurité. Selon Timofey Bordachev de la Higher School of Economics [61] de Moscou et promoteur actif des relations sino-russes : « En cas d'attaque extérieure, ce sera la Russie qui viendra en aide à la victime, pas la Chine. ». [62] C'est d'ailleurs la Russie qui dispose de bases militaires en Asie centrale, au Kirghizistan et au Tadjikistan.

Voilà de quoi réaliser le cauchemar de Brzezinski : une alliance hostile entre « vassaux », qui se veut offensive, de nature à contester l'hégémonie américaine, au moins dans cette vaste région d'Asie centrale.

Notes

[1] Cette dynastie, qui régnera sur la Chine unifiée de 206 av. J.-C. à 220 apr. J.-C., donne son nom à l'ethnie majoritaire en Chine.

[2] À leur apogée, au II^e siècle av. J.-C., les Xiongnu contrôlaient un territoire composé de la Mandchourie, du nord de la Chine, de la Mongolie, du sud de la Sibérie, de l'est du Kazakhstan actuel et de celui du Kirghizistan. Les Xiongnu sont considérés comme des ancêtres possibles des Turcs.

[3] Il a participé à trois expéditions qui ont duré une vingtaine d'années, dont une dizaine dans les géôles des Xiongnu.

[4] Gavin Menzies, 1421, l'année où la Chine a découvert l'Amérique, éditions Intervalles, 2007.

[5] Que l'on attribue à tort en Europe à Johannes Gutenberg, qui au mieux a réinventé la confection de caractères mobiles.

[6] Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture ou, en anglais, United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, d'où le nom d'UNESCO.

[7] UNESCO, « [Routes de la soie : le réseau de routes du corridor de Chang'an-Tian-shan](#) ».

[8] Allusion au fait que la crise dans les Balkans avait été l'étincelle d'où était partie la Première Guerre mondiale.

[9] Stephen Kauffman, « New Silk Road, vision offers Afghanistan a brighter future », 28 octobre 2013, cite par Régis Genté, « Luttres d'influence dans une Asie centrale désunie », Le Monde diplomatique, décembre 2014.

[10] Alice Ekman, « La Chine en Asie : Quels objectifs sous Xi Jinping ? », Ifri, mars 2015, p.14.

[11] « [Central Asia's Silk Road Rivalries](#) », International Crisis Group, 27 juillet 2017.

[12] Alexander Cooley, « China's Changing Role in Central Asia and Implications for US Policy : From Trading Partner to Collective Goods Provider », Prepared Remarks for "Looking West : China and Central Asia" U.S.-China Economic and Security Review Commission, 18 mars 2015, p.2.

[13] En fait, déjà en 1994, le Premier ministre de l'époque, Li Peng, en visite au Kazakhstan, avait déjà introduit l'idée de construire une nouvelle route de la soie.

[14] Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB).

[15] Xinhuanet, « [Chronology of China's Belt and Road Initiative](#) », Beijing, 28 mai 2015.

[16] The Leading Group for Advancing the Development of One Belt One Road ou, en français, Le groupe pilote pour l'avancement du projet de la route de la soie.

[17] *The New York Times*, 3 janvier 2018.

[18] *The Financial Times*, 21 décembre 2017.

[19] La carte la plus intéressante et la plus détaillée semble être [celle d'Alexandre Gandil sur Asialyst](#).

[20] 1,7 million d'habitants contre 0,8 million à Astana.

[21] En fait, il y a déjà une ligne TGV entre Moscou et Saint-Pétersbourg, mais elle fonctionne à une vitesse de 240-260 km/h. La voie en construction devrait permettre de rouler à une rapidité moyenne de 360 km/h avec des pointes de 440 km/h.

[22] Agence Tass, 28 février 2017.

[23] *The Financial Times*, 12 octobre 2015.

[24] Enfin, à 380 km des côtes d'Oman, quand même.

[25] Qu'on écrivait Canton, suivant l'ancienne orthographe.

- [26] Nairobi ne se trouvant pas sur la côte, il faut construire des infrastructures routières et ferroviaires qui pourront mener les marchandises à la capitale kenyane, ainsi que développer le port de Mombasa, situé à quelque 609 km de là. Un projet de près de 4 milliards de dollars, financés à 90% par la China Exim Bank (Alice Ekman, Françoise Nicolas, John Seaman, Gabrielle Desarnaud, Tatiana Kastouéva-Jean, Serif Onur Bahçecik & Clélie Nallet, *Three Years of China's New Silk Road*, Ifri, février 2017, p.64).
- [27] *Les Échos Week-End*, 29 janvier 2016.
- [28] Celle-ci est bloquée pour l'instant par la Commission européenne, qui s'inquiète de savoir si les conditions de la concurrence ont bien été respectées.
- [29] Martine Bulard, « La longue marche vers l'ouest », *Manière de voir*, n°139, février-mars 2015.
- [30] Florent Detroy, « Un atout géopolitique pour la Russie », *Le Monde diplomatique*, septembre 2017.
- [31] Le record est, pour l'instant, 12 jours entre la Chine et l'Allemagne.
- [32] *The Financial Times*, 21 décembre 2017.
- [33] Environ 2,5 milliards de dollars.
- [34] Alice Ekman, Françoise Nicolas, John Seaman, Gabrielle Desarnaud, Tatiana Kastouéva-Jean, Serif Onur Bahçecik & Clélie Nallet, *Three Years of China's New Silk Road*, Ifri, février 2017, p.57. Istanbul dispose de trois grands ports distincts de fret : Haydarpaşa, Ambarlı et Zeytinburnu.
- [35] Les Chinois insistent pour expliquer la complémentarité de leur projet et le plan Juncker d'investissement dans les infrastructures (notamment).
- [36] Thierry Garcin, « [Le chantier - très géopolitique - des Routes de la soie](#) », *diploweb.com*, 18 février 2018.
- [37] Alexandre Laparra, « [Enjeux stratégiques de la Route de la soie](#) », *Geolinks*, 20 novembre 2017.
- [38] Alice Ekman *et alii*, op. cit., p.21.
- [39] La Banque asiatique de Développement estime les coûts nécessaires au développement d'infrastructures dans les pays asiatiques dits « émergents » à 26.000 milliards de dollars sur quinze ans jusqu'en 2030, soit 1.700 milliards de dollars par an (ADB, *Meeting Asia's Infrastructure Needs*, février 2017, p.xi).
- [40] Cette aide était conditionnelle. Elle impliquait souvent le recours au matériel américain et au droit de regard de la Maison-Blanche sur son utilisation. C'est pour cette raison que les pays de l'Est l'ont refusée.
- [41] Asian Infrastructure Investment Bank.
- [42] Banque chinoise de développement.
- [43] Banque chinoise d'Import-Export.
- [44] Banque industrielle et commerciale de Chine.
- [45] Banque chinoise de Construction.
- [46] Eswar Prasad, « China's Economy and Financial Markets : Reforms and Risks », U.S.-China Economic and Security Review Commission, 27 avril 2016, p.15.
- [47] Arthur Fouchère, « Les « routes de la soie » passent par le Kazakhstan », *Le Monde diplomatique*, septembre 2017.
- [48] Sébastien Goulard, « Les routes de la soie, un projet pour le monde », in Michel Korinman (dir.), op. cit., p.357.
- [49] Groupe international de crise. Cette ONG a été créée en 1995 face à l'incapacité des États et des institutions internationales d'anticiper et de résoudre des conflits meurtriers

dans le monde. Elle s'appuie sur des analyses explicatives sur les situations qui engendrent ces désastres humains. Elle est financée par des États occidentaux, des fonds privés et des multinationales.

[50] « [Central Asia's Silk Road Rivalries](#) », International Crisis Group, 27 juillet 2017.

[51] *The Financial Times*, 4 mai 2017.

[52] Florent Detroy, « Un atout géopolitique pour la Russie », *Le Monde diplomatique*, septembre 2017.

[53] Mathieu Boulègue, « [La lune de miel sino-russe face à l'\(incompatible\) interaction entre l'Union Economique Eurasienne et la Belt & Road Initiative](#) », *diploweb.com*, 15 octobre 2017.

[54] Normalement, ceci devrait être automatique. La Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan ont créé en mai 2014 l'Union économique eurasienne sur le modèle de l'Union européenne, avec les quatre libertés (capitaux, marchandises, services et personnes). En 2015, ils ont été rejoints par le Kirghizistan et l'Arménie. Mais l'association avance lentement et ne fonctionne pas très bien.

[55] En 1992 déjà, juste après l'implosion de l'URSS, Ankara avait lancé un programme intitulé Turkish Cooperation and Coordination Agency (TIKA) vers l'Asie centrale turcophone, favorisant les connexions aériennes, l'assistance militaire, la formation des étudiants à travers des bourses, le développement de l'agriculture, de la santé, la construction d'infrastructures, etc.

[56] Thierry Garcin, op. cit.

[57] Alice Ekman & alii, op. cit., p.27.

[58] *The Financial Times*, 21 décembre 2017.

[59] Thierry Garcin, op. cit.

[60] Martine Bulard, « La longue marche vers l'ouest », *Manière de voir*, n°139, février-mars 2015.

[61] La Haute école d'économie.

[62] Alice Ekman & alii, op. cit., p.47.

3. [Made in China](#)



Après les nouvelles routes de la soie, l'autre grand projet qui inquiète Washington est celui de « Made in China 2025 ». De nouveau, c'est un plan ambitieux, de longue haleine, qui vise à transformer l'industrie chinoise de pourvoyeuse de produits tout public pour la planète en l'une des plus importantes puissances technologiques du monde, à la pointe de la quatrième révolution industrielle, celle de la numérisation et de la robotisation.

Le projet a été lancé en 2013, à la suite de ce qui avait été élaboré en Allemagne, avec son concept d'industrie 4.0. dès 2011. [1] Pour ce dernier, il s'agissait avant tout d'assurer « la sauvegarde du leadership allemand dans la production de biens d'équipements industriels haut de gamme ». [2] La même année, Barack Obama avait présenté le programme américain d'Advanced Manufacturing Partnership [3], qui visait un objectif similaire. [4]

« Pionnière en la matière avec son programme Industrie 4.0, l'Allemagne cherche à capitaliser sur ses atouts, à savoir les machines. Son programme consiste en premier lieu à financer et organiser la recherche dans la robotique industrielle et l'automatisation, avec l'idée d'imposer des normes et des standards en matière de numérisation des systèmes de production ». [5] C'est la même chose pour les États-Unis qui, dans la plupart des secteurs, disposent d'une avance incontestable.

Il en va tout autrement pour la Chine. Comme l'explique Haicheng Tchang, ingénieur en chef au sein du groupe spatial public CASC (China Aerospace Science and Technology Corporation [6]) : « La Chine a raté les trois premières révolutions industrielles, elle ne veut pas manquer la prochaine ». [7] Il faut donc passer rapidement d'une industrie relativement peu développée à la haute technologie. C'est l'objet du programme Made in China 2025.

Un plan ambitieux

En 2013 donc, le ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT selon le sigle anglais [8]) se lie avec l'Académie chinoise d'ingénierie [9] pour réfléchir à une stratégie industrielle dans le pays. C'est à la suite de cette étude que le Conseil d'État, l'organisme administratif principal de la nation, comprenant le Premier ministre et les responsables des agences et des départements, formule en 2015 le projet de Made in China 2025. Lors de sa présentation, le 19 mai, les

dirigeants chinois précisent qu'il s'agit de passer « du fabriqué en Chine vers le conçu en Chine, de la rapidité vers la qualité et des produits vers les marques ». [10]

Mais l'objectif est encore mal défini. Aussi, un organe consultatif, incluant des universitaires, des chercheurs spécialisés ainsi que des chefs d'entreprise, se constitue en août 2015 pour concrétiser ce qui sera visé et à quelles échéances. Un mois plus tard, ce groupe sort un livre vert intitulé *Principale feuille de route technique*. Le processus sera renouvelé en 2017 pour réadapter concrètement le plan en fonction des actions déjà réalisées et des nouvelles évolutions à attendre.

Ainsi, Made in China 2025 s'établit autour de neuf objectifs prioritaires, de dix secteurs à soutenir et à encourager, de trois étapes à franchir, et de différents projets pilotes... Les primautés sont formulées en des termes généraux, comme promouvoir l'innovation ou assurer la connexion entre l'industrie et les services. Mais les branches qui recevront une attention accrue sont plus affinées. Il s'agit :

1. des nouvelles technologies de l'information,
2. des machines-outils à commande numérique et robots,
3. du matériel aéronautique et aérospatial,
4. des équipements d'ingénierie océanique et navires high-tech,
5. des équipements ferroviaires,
6. des économies d'énergie et véhicules à énergie nouvelle,
7. du matériel pour centrale électrique,
8. des machines agricoles,
9. des nouveaux matériaux et
10. de la biologie pharmaceutique et des produits médicaux avancés.

Cela représente environ 40% de la capacité manufacturière du pays. En 2017, un autre secteur a été ajouté à cette liste : l'intelligence artificielle [11].

Le gouvernement chinois, en outre, prévoit de planifier les résultats à atteindre en trois étapes :

- ▶ en 2025, il faudrait renforcer la position des firmes chinoises manufacturières en priorisant la qualité et la productivité et en leur permettant de contrôler la chaîne de valeur créée [12] ;
- ▶ en 2035, les entreprises chinoises devraient hausser leur niveau technologique pour que le pays parvienne à celui d'une nation manufacturière de rang intermédiaire ; mais, dans plusieurs secteurs clés, certaines d'entre elles seraient capables d'innovations majeures ;
- ▶ en 2049, au centième anniversaire de la République populaire de Chine, le pays doit devenir un leader sur le plan de la technologie industrielle et devrait pouvoir soutenir l'avantage compétitif face aux autres puissances.



Pour cet ambitieux projet, Beijing, comme dans le cas des nouvelles routes de la soie, met les moyens financiers à disposition des compagnies. Même s'il existe des doutes quant à la qualité des emprunts, les banques chinoises sont aujourd'hui les plus grandes du monde. Trois d'entre elles figurent au Top 5, dont l'Industrial and Commercial Bank of China [13], la plus importante, avec des actifs totaux de 4.010 milliards de dollars fin 2017. Par ailleurs, les réserves officielles de la banque centrale, la Banque de Chine, se montent à plus de 3.000 milliards de dollars depuis 2011 [14]. De quoi financer beaucoup de projets.

C'est, comme dans le cas des nouvelles routes de la soie, un projet ambitieux, destiné à placer la Chine dans un rôle essentiel à l'échelle de la planète. L'objectif n'est donc pas la rentabilité immédiate des investissements. La plupart mettront du temps à être rentables. La motivation semble ailleurs. À l'instar des politiques initiées au Japon dans l'après-guerre, le gouvernement veut mobiliser l'économie chinoise, mais de façon organisée, avec des cibles partielles et intermédiaires. La performance financière au sens strict viendra par la suite.

Inquiétudes à Washington pour la suprématie technologique

Les multinationales américaines se préoccupent beaucoup de ces aspects. Elles sont menacées dans leur cœur même de leur métier, celui de la technologie. Elles reprochent au système chinois d'être mû à partir d'un centre étatique et de procéder à du piratage systématique de leurs propres inventions, qu'elles font breveter. Beijing est accusé d'être laxiste en matière de propriété intellectuelle. Normalement, lors de l'acquisition d'une patente qu'il faut payer - et parfois très cher, comme dans le cas des médicaments.

En fait, on retrouve régulièrement ces reproches dans l'histoire. Dans les années 1970 et 1980, c'étaient les firmes japonaises qui étaient dans le collimateur. À ce moment, elles s'adossaient à un régime organisé par le MITI (Ministry of International Trade and Industry [15]), c'est-à-dire l'État, pour organiser les secteurs, pour renforcer les compagnies nipponnes, pour dicter la politique

industrielle, pour financer la recherche... Ces critiques ont disparu maintenant que le Japon est rentré dans le rang du « laissez-faire ». Dans le cas de la Chine, le risque est évidemment beaucoup plus important, vu la puissance générale du pays et sa capacité à croître économiquement. Washington ne dispose pas des mêmes moyens de pression que ceux qu'il a pu exercer sur Tokyo.

Ce qui gêne le plus les Américains est l'objectif de conquête de parts de marché, en particulier en Chine même. Ainsi, les notices explicatives du projet Made in China 2025 indiquent la volonté du gouvernement d'atteindre 40% d'autosuffisance pour 2020 et 70% pour 2025, dans la fabrication de composants clés et de matériaux critiques nécessaires dans un grand pan de l'industrie, notamment dans l'aéronautique et les télécommunications [16]. Cet objectif s'impose aussi à la robotique. Dans bon nombre de ces domaines, les parts actuelles se situent entre 0 et 30% [17].

De ce fait, les secteurs concernés reçoivent des subsides nationaux, provinciaux et locaux. Selon l'ancienne secrétaire au Commerce américaine, la milliardaire Penny Sue Pritzker, pour la réalisation des circuits intégrés, secteur dans lequel les firmes chinoises ne possèdent que 9% du marché national, le gouvernement a alloué des fonds de 150 milliards de dollars en 2014, soit un montant équivalent à la moitié des ventes mondiales de semiconducteurs [18]. Au moins 21 villes et 5 régions ont décidé d'accorder des subventions pour un total de 6 milliards aux entreprises actives dans la production de robots [19]. Les autorités chinoises vont demander aux multinationales étrangères présentes dans le pays de transférer leurs technologies ou une partie d'entre elles à des firmes chinoises. Autre méthode : obliger au partenariat avec un acteur local, comme c'est déjà le cas dans l'industrie automobile [20].

Chercher la puce

Un des efforts les plus importants est effectué dans la fabrication des puces, où le retard chinois est important. L'État compte sur trois champions nationaux que sont Huawei, à travers sa filiale HiSilicon Technologies (la seule à figurer actuellement dans le classement des 20 plus grands fournisseurs de semiconducteurs de la planète), Tsinghua Unigroup et ZTE. Huawei et ZTE fondent leur stratégie sur une « production sans usine », comptant sur des fondeurs de circuits intégrés comme la firme taiwanaise TSMC (Taiwan Semiconductor Manufacturing Company), de loin la plus grosse entreprise du secteur, et la compagnie chinoise SMIC (Semiconductor Manufacturing International Corporation), cinquième société de la branche, mais dix fois plus petite que TSMC. Celle-ci utilise elle-même un procédé de sous-traitance pour la fabrication.

En revanche, Tsinghua Unigroup, issu en 2003 de l'université publique Tsinghua de Beijing, veut s'installer comme acteur de pointe dans la fabrication de puces. Il a déjà construit quatre usines d'envergure en Chine, à Wuhan, Nanjing, Chengdu et Chongqing, pour un investissement cumulé de 70 milliards de dollars entre 2017 et 2020 [21]. Seule celle de Wuhan pourrait être opérationnelle à court terme, au second semestre de 2018. Ce serait la troisième unité de ce type en Chine après celle établie par Samsung à Xi'an et celle d'Intel à Dalian. L'ambition du groupe est d'occuper la troisième place du secteur à l'horizon 2020. Cela nécessite de passer d'une production d'une valeur de 2 milliards de dollars à plus de 26 milliards en trois ans, le chiffre réalisé par l'actuel numéro trois, le coréen SK Hynix [22].



Il est un domaine corrélé où la Chine dispose d'un avantage non négligeable : la chaîne chargée de réaliser les standards pour la téléphonie mobile 5G [23]. Actuellement, la technologie utilisée est la 4G+1. Mais celle qui est en train de s'installer aurait deux atouts majeurs. Primo, elle permettrait des débits cent fois plus rapides en 2020. Secundo, elle serait adaptée spécifiquement à la demande d'interconnexion des différents appareils entre eux, à l'intégration et au stockage des données, à l'interopérabilité des objets communicants. Cela faciliterait l'imagerie 3D, la traduction automatique et assistée, les jeux vidéo interactifs et multijoueurs ...

Or, en cette matière, l'empire du Milieu est à la pointe. Selon la CTIA [24], l'association américaine de l'industrie des communications sans fil, trois pays seraient au coude à coude pour le leadership (États-Unis, Europe et Chine ?), mais la Chine dispose d'un léger avantage [25]. La compétition fait rage entre les trois puissances, mais aussi avec le Japon, en quatrième position, qui pourrait rattraper son retard grâce à l'organisation des Jeux olympiques en 2020 (ce qui nécessite beaucoup de technologies de communication).

L'industrie américaine a décidé d'investir 275 milliards de dollars ces prochaines années pour acquérir et dominer la téléphonie 5G [26]. Mais elle n'est pas la seule. Pour Beijing, une partie importante du succès de Made in China 2025 se joue sur ce créneau. « La 5G est considérée comme un élément crucial dans la course aux armements technologiques ». [27]

Le pays dispose de deux fournisseurs géants de téléphones portables, ainsi que d'antennes et de stations de base permettant la diffusion, ZTE et Huawei. Les principaux concurrents sont Samsung en Corée, Nokia en Finlande et Ericsson en Suède. Les deux firmes chinoises investiraient massivement dans l'obtention de brevets. Alors que leur meilleur résultat s'établissait pour la quatrième génération, avec 7% des patentes déposées en 2011, elles se trouvent actuellement à 10% voire plus dans celles pour la technologie 5G, sur 1.450 dépôts jugés essentiels pour son développement [28].

Un aspect important de cette course est l'imposition de standards, c'est-à-dire de normes qui seront utilisées dans les diverses régions du monde. Or, sur 1,2 milliard de personnes censées employer les réseaux 5G en 2025, un tiers serait situé en Chine, selon GSMA [29].

Lors des dernières définitions de règles techniques internationales, Beijing avait peu à dire, notamment au sein de l'Union internationale des télécommunications, l'agence des Nations unies chargée des technologies de l'information. Si officiellement ses membres sont des États, ce sont 39 multinationales qui tirent les ficelles dans les discussions techniques. Et, sur ce plan, Huawei a disposé ses pions à l'intérieur de l'institution. Le secrétaire général de l'institution est le chinois Houlin Zhao, élu pour un mandat de 2015 à début 2019. Le président du comité IMT-2020 qui va plancher sur les normes futures est le Canadien Peter Ashwood-Smith, qui travaille pour Huawei, et un des quatre vice-présidents est le chinois Wachen Wang, qui œuvre pour China Mobile, l'opérateur téléphonique public [30].

En même temps, Huawei, entreprise privée dont le capital est détenu par ses salariés à travers un système de stock option [31] et non cotée en bourse, multiplie les contacts avec les grandes sociétés de téléphonie en dehors des États-Unis pour s'accorder sur les standards à adopter. La firme a signé ainsi 25 mémorandums avec d'autres compagnies pour tester la nouvelle technologie 5G, notamment avec BT (British Telecom), Orange (nouveau nom de France Télécom depuis 2013), Deutsche Telekom et Vodafone [32]. Les résultats sont pour l'instant assez maigres. Par rapport aux anciennes techniques, Eric Xu, le vice-président du groupe, révèle, le 17 avril 2018, à un groupe d'analystes à Shenzhen que « bien que la 5G soit plus rapide et plus fiable, les consommateurs ne trouveront aucune différence matérielle entre les deux technologies » [33]. Ce qui n'est pas une justification pour arrêter le programme dont les attentes sont énormes.

La riposte américaine

Washington se promet de freiner, voire de faire dérailler le grand plan chinois. Comme le souligne Lorand Laskai pour le Council of Foreign Relations [34], le plus important think tank américain : « Dans la saga de la rivalité économique entre les États-Unis et la Chine, Made in China 2025 se profile comme étant le vrai méchant, la véritable menace existentielle pour le leadership technologique des États-Unis ». [35]

C'est pourquoi, lors du bras de fer entre la Maison-Blanche et Beijing sur les droits de douane de l'acier et de l'aluminium, le gouvernement américain a ciblé les produits privilégiés dans le cadre du Made in China 2025. Le rapport établi en mars 2018 par le département du commerce pour dénoncer la violation de la part d'entreprises chinoises de la section 301 de la loi sur le commerce - qui permet aux États-Unis de dénoncer unilatéralement des pratiques commerciales de firmes étrangères jugées non conformes par l'administration américaine - cite 126 fois le plan Made in China 2025 dans le cadre des entraves aux règles sur la propriété intellectuelle et le transfert de technologie [36].

Un rapport établi par le Conseil national sur la sécurité fin janvier 2018 proposait de nationaliser complètement le secteur qui investit dans la technologie 5G pour des raisons de cybersécurité [37]. Mais ce n'est pas l'option du gouvernement Trump. Celui-ci préfère tirer au bazooka législatif et empêcher les interventions des firmes chinoises aux États-Unis, que ce soit pour le rachat de compagnies américaines ou même l'implantation de nouvelles usines sur le territoire, voire pour la fourniture de composants.



L'immeuble de Recherche et Développement de Huawei à Shenzhen

En février 2018, les responsables aussi bien de la CIA [38], du FBI [39] que de la NSA [40] sont venus témoigner au Congrès pour appeler les consommateurs américains à ne plus acheter des produits Huawei ou ZTE, car ceux-ci posent des problèmes de sécurité aux États-Unis. Le 16 avril, le Département du Commerce américain a décidé que les entreprises ne fourniraient plus de composants à ZTE durant les sept prochaines années, car celle-ci a violé les lois termes de l'embargo américain avec l'Iran et la Corée du Nord. Mais cela touche essentiellement Qualcomm, un des leaders américains de circuits intégrés pour téléphonie mobile et un des principaux pourvoyeurs de ZTE. Huawei risque une sanction similaire, car les faits qui lui sont reprochés sont quasi identiques. Déjà, les principaux opérateurs aux États-Unis comme Verizon ou AT&T refusent de s'approvisionner chez lui. [41] Beijing a beau répéter qu'une loi propre à un pays ne devrait pas s'appliquer à un autre, mais il est clair que l'enjeu est ailleurs.

Le 4 avril 2018, Donald Trump a twitté : « Nous ne sommes pas dans une guerre commerciale avec la Chine, cette guerre a été perdue il y a plusieurs années par les gens stupides ou incompetents qui représentaient les États-Unis. Maintenant, nous avons un déficit commercial de 500 milliards de dollars par an, ainsi qu'un vol de propriété intellectuelle de 300 milliards. Nous ne pouvons pas laisser cela se poursuivre ! » [42] C'est l'état des relations sino-américaines à l'heure actuelle : une guerre sur quasiment tous les plans : économique, politique, diplomatique, culturel, militaire et aussi, bien sûr, technologique.

Notes

- [1] Thibaut Bidet-Mayer, *L'industrie du futur : une compétition mondiale*, La Fabrique de l'industrie, Les Notes de La Fabrique, Presses des Mines, Paris, 2016, p.15.
- [2] Thibaut Bidet-Mayer, op. cit., p.18.
- [3] Partenariat manufacturier avancé.
- [4] *Les Echos*, 26 mai 2016.
- [5] *Les Echos*, 14 mars 2016.
- [6] Société de sciences et technologies aérospatiales de Chine. Le CASC regroupe l'essentiel des centres de recherche, de conception et de fabrication du matériel spatial du pays.
- [7] *Les Echos*, 8 novembre 2016.
- [8] Ministry of Industry and Information Technology.
- [9] Créée en 1994, la China Academy of Engineering dépend du Conseil d'État chinois. C'est le centre pour développer les fonctions d'ingénieur au niveau national.
- [10] *Les Echos*, 20 juillet 2015.
- [11] *Les Echos*, 4 avril 2018.
- [12] Ceci est important, car on estime généralement que la valeur des biens exportés par la Chine ne contient que pour moitié du travail effectué dans l'empire du Milieu, l'autre moitié venant de produits importés.
- [13] La Banque industrielle et commerciale de Chine, détenue à 78% par l'État.
- [14] Fin 2017, la Banque de Chine possède 3.422 milliards de dollars de réserves. À comparer avec les 122 milliards de la Federal Reserve américaine ou les 26 milliards de la Belgique (Source : FMI).
- [15] Ministère du Commerce international et de l'Industrie. En 2001, cet organe gouvernemental s'est transformé en METI (Ministry of Economy, Trade and Industry ou, en français, Ministère de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie).
- [16] Office of US Trade Representative, Findings of the Investigation into China's Acts, Policies, and Practices Related to Technology Transfer, Intellectual Property, and Innovation under Section 301 of the Trade Act of 1974, 22 mars 2018, p.15.
- [17] *The Financial Times*, 19 mars 2017.
- [18] Penny Pritzker, « [U.S. Secretary of Commerce Penny Pritzker Delivers Major Policy Address on Semiconductors at Center for Strategic and International Studies](#) », 2 novembre 2016. Penny Pritzker a été chargée du Commerce de 2013 à 2017, sous la seconde administration Obama. Pour accéder à ce poste, elle a dû vendre ses actions de plus de 221 entreprises et démissionner de 158 institutions. Sa fortune personnelle est estimée à 2,6 milliards de dollars en 2017, selon Forbes.
- [19] Katherine Koleski & Nargiza Salidjanova, « China's Technonationalism Toolbox : A Primer », U.S.-China Economic and Security Review Commission, Issue Brief, 28 mars 2018, p.1.
- [20] Dans la construction de véhicules, une multinationale étrangère doit pour pénétrer sur le marché chinois engager une joint-venture avec une firme locale dans une relation d'au moins 50%-50%.
- [21] L'Usine nouvelle, 1^{er} mars 2017.
- [22] Les deux premiers étant le coréen Samsung Electronics (61,2 milliards de dollars) et l'américain Intel (57,7 milliards de dollars).
- [23] 5G pour cinquième génération.

[24] À l'origine, CTIA signifiait Cellular Telecommunications Industry Association (Association de l'industrie des télécommunications portables). En 2004, on a remplacé industrie par Internet. Par la suite, le sigle seul représente l'organe.

[25] CTIA, « The Global Race to 5G », avril 2018, p.3.

[26] CTIA, op. cit., p.10.

[27] Asia Times, 16 mai 2018.

[28] Edison Lee & Timothy Chau, « Telecom Services - The Geopolitics of 5G and IoT », Jefferies Franchise Note, 14 septembre 2017, p.26. IoT signifie Internet of Things (Internet des choses).

[29] Reuters, 23 février 2018. GSMA une association qui représente près de 800 opérateurs et constructeurs de téléphonie mobile à travers 220 pays du monde.

[30] Edison Lee & Timothy Chau, op. cit., p.41.

[31] Une stock option est une forme de rémunération variable de dirigeants ou de salariés d'une firme accordant à ceux-ci la possibilité d'acheter à une date précise des actions (donc du capital) à un prix fixé à l'avance, souvent inférieur au cours boursier (si l'entreprise est cotée).

[32] Reuters, 23 février 2018.

[33] *The Financial Times*, 17 avril 2018.

[34] Le conseil des relations étrangères.

[35] Lorand Laskai, « [Why Does Everyone Hate Made in China 2025 ?](#) », Council of Foreign Relations, 28 mars 2018. Traduction reprise du Saker Francophone.

[36] *Les Echos*, 4 avril 2018.

[37] Tom Wheeler, « [Sprint and T-Mobile : There is a better 5G solution than reducing competition](#) », Brookings Institution, 2 mai 2018.

[38] La Central Intelligence Agency (CIA) est l'agence centrale de renseignement, soit les services secrets américains.

[39] Le Federal Bureau of Investigation (FBI) est le principal organe de police judiciaire au niveau fédéral aux États-Unis. Il dépend du Département de la Justice.

[40] La National Security Agency (NSA) est l'Agence nationale de la sécurité, chargée de la surveillance informatique des données aux États-Unis. C'est un organe du Pentagone.

[41] *The New York Times*, 17 avril 2018

[42] Donald Trump, Tweet, 4 avril 2018, repris des Echos, 26 avril 2018.

4. [La Commission antichinoise des États-Unis](#)



En octobre 2000, le Congrès, dominé par les Républicains, crée la Commission de surveillance économique et sécuritaire des relations sino-américaines [1]. Celle-ci doit remettre annuellement un rapport sur la situation précise de la menace que représente la Chine pour les États-Unis, ainsi que des mesures appropriées pour y faire face. Ces différents documents sont habituellement des brûlots pour souligner la dangerosité de l'État chinois et la nécessité d'avoir une réponse ferme de la part des autorités américaines.

L'ampleur de la mission de la Commission est très large. Elle comprend, en effet, un relevé de la politique budgétaire, monétaire, fiscale et commerciale de Beijing, les contrôles de capitaux qu'elle impose, les transferts de production et de technologie des États-Unis vers la Chine, les besoins en ressources minières et énergétiques du pays, les investissements américains dans l'empire du Milieu et inversement, la conformité des engagements chinois vis-à-vis de l'OMC, la sécurité des produits alimentaires, médicamenteux et autres exportés de Chine, les moteurs politiques, technologiques et culturels de l'économie chinoise, les privations de liberté d'expression, le piratage des biens, la cyber sécurité, le programme militaire de l'Armée populaire ainsi que les impacts sur les États-Unis et les pays voisins, en particulier Taiwan.

Un grand rendez-vous des faucons

Le premier rapport a été déposé en juillet 2002. Ensuite, les suivants l'ont été à partir de 2004, en novembre de chaque année. La commission est composée paritairement de douze membres, soit, en principe, six Républicains et six Démocrates. Les fonctions de président et de vice-président changent chaque année.

Mais le choix des participants, effectué à chaque fois par le leader du groupe parlementaire, est très tendancieux. Du côté républicain, on a droit aux plus faucons des conservateurs, comme le montre le tableau 1.

Tableau 1. Membre de la Commission de surveillance économique et sécuritaire des relations sino-américaines 2002-2018

Membre	Mandat	Parti	Autres affiliations
Bartholomew Carolyn	2004-2018	Démocrate	
Becker George	2002-2006	Démocrate	AFL-CIO
Blumenthal Daniel	2006-2012	Républicain	American Enterprise Institute
Brookes Peter	2006-2016	Républicain	Heritage Foundation
Bryen Stephen	2002-2005	Républicain	CSP, JINSA
Cleveland Robin	2009-2018	Républicain	
D'Amato Richard	2002-2007	Démocrate	
Donnelly Thomas	2005-2006	Républicain	ex-PNAC, ex-AEI , CSIS
Dorgan Byron	2016-2017	Démocrate	
Ellsworth Robert	2004	Républicain	ex- NATO, ex-Deputy Secretary of Defense
Esper Mark	2007-2008	Républicain	ex-Heritage Foundation, Secretary of the Army
Fiedler Jeffrey	2007-2016	Démocrate	AFL-CIO
Goodwin Carte	2012-2018	Démocrate	
Houston Kerri	2006-2007	Républicain	Frontiers for Freedom
Hubbard Glenn	2017-2018	Républicain	Council of Economic Advisers 2001-2003
Kamphausen Roy	2018	Républicain	China policy director of the Secretary of Defense
Ledeen Michael	2002	Républicain	American Enterprise Institute
Lewis Kenneth	2002	Démocrate	
Lilley James	2002	Républicain	ex-CIA, American Enterprise Institute
Mulloy Patrick	2002-2006	Démocrate	
	2008-2011		
Robinson Roger	2002-2005	Républicain	CSP
Shea Dennis Clarck	2007-2016	Républicain	deputy U.S. Trade Representative.
Slane Daniel	2008-2017	Démocrate	
Stivers Jonathan	2017-2018	Démocrate	
Talent James	2013-2018	Républicain	Heritage Foundation
Teufel Dreyer June	2002-2006	Démocrate	
Thompson Fred	2005-2006	Républicain	American Enterprise Institute
Tobin Katherine	2013-2018	Démocrate	
Videnieks Peter	2007-2010	Démocrate	
Waldron Arthur	2002	Républicain	International Assessment and Strategy Center
Wessel Michael	2002-2018	Démocrate	
Wortzel Larry	2002-2018	Républicain	Heritage Foundation

Source : U.S.-China Economic and Security Review Commission, Annual Reports, différentes années.

Ainsi, on retrouve en tant que vice-président de la commission de 2002, Michael Ledeen, un chercheur associé à l'American Enterprise Institute (AEI). On retrouve aussi Arthur Waldron, ancien membre du conseil consultatif du CSP [2], ancien chercheur à l'AEI et siégeant au Freedom House, Larry Wortzel, dirigeant les travaux sur l'Asie de l'Est à la Heritage Foundation, James Lilley, ambassadeur en Chine de 1989 à 1991, agent actif de la CIA dans la région asiatique et membre de l'AEI, et Roger Robinson qui fut lié au CSP lui aussi et participait au Committee for Peace and Security in the Gulf (le comité pour la paix et la sécurité dans le golfe

Persique. Arthur Waldron, James Lilley tout comme Michael Ledeen ne prendront part qu'à une commission. En revanche, Larry Wortzel est toujours membre de la Commission en 2018, en étant même vice-président en 2009. Roger Robinson est resté moins longtemps. Après avoir été vice-président en 2005, il quitte l'organe.

Mais ils sont remplacés par d'autres terreurs des opinions pacifistes. Il y a Thomas Donnelly, cheville académique du PNAC (Project for a New American Century), puis chercheur à l'AEI avant de finir au CSIS [3], membre en 2005 et 2006, Fred Thompson, également attaché à l'AEI, membre en 2005 et 2006, Daniel Blumenthal, associé à l'AEI et membre de 2006 à 2012, Peter Brookes, ancien commandant de la force navale, haut dirigeant au Pentagone pour la politique en Asie-Pacifique sous Reagan, puis chercheur à la Heritage Foundation, membre de 2006 à 2016, Kerri Houston, sociétaire de l'organisation d'ultra-droite Frontiers for Freedom (Frontières pour la Liberté), membre en 2006 et 2007, Mark Esper, actuel secrétaire à l'Armée (dépendant du Pentagone), chef de cabinet à la Heritage Foundation, ancien vice-président à l'association de l'industrie aéronautique et dirigeant de Raytheon, membre en 2007 et 2008, Dennis Clarck Shea, actuel représentant adjoint au commerce des États-Unis, membre de 2007 à 2017, James Talent, chercheur émérite à la Heritage Foundation, membre depuis 2013, Glenn Hubbard, chef du conseil économique sous George Bush Jr. de 2001 à 2003, membre depuis 2017, et Roy Kamphausen, ancien attaché militaire à l'ambassade de Beijing et conseiller sur la Chine au Pentagone, membre depuis 2018.

Sur 33 membres qui ont participé à cet organe à un moment ou à un autre, 16 sont ouvertement des conservateurs aguerris. Quasiment tous les représentants du parti républicain font partie de cette droite extrême.

Du côté démocrate, on désigne des parlementaires ou autres techniciens partisans du protectionnisme à l'égard de la Chine, celle-ci étant accusée d'être le fossoyeur des emplois américains. Ainsi, George Becker, président de l'United Steelworkers (les sidérurgistes) siégeant à ce titre au syndicat national AFL-CIO, sera membre de la commission de 2002 à 2006. Un autre syndicaliste, Jeffrey Fiedler, participera de 2007 à 2016.

Il n'est donc guère étonnant de constater que d'emblée, les rapports seront incendiaires, signalant la Chine comme un nouvel axe du mal qu'il faut à tout prix combattre. Le premier rapport est symptomatique de cette crainte de la disparition de l'hégémonie américaine, notamment en Asie orientale : « Les États-Unis ont un intérêt essentiel dans l'intégration économique de la Chine en Asie parce que cela donne à toutes les parties un intérêt fondé pour éviter les hostilités. En même temps, l'intégration économique de la Chine avec ses voisins encourage la perspective d'une zone économique asiatique dominée ou influencée de façon significative par la Chine. Si tel est le cas, les États-Unis pourront se retrouver dans la situation où leur poids et leur influence dans la région, même avec leurs alliés traditionnels, déclinent jusqu'à un certain degré, en particulier dans les matières économiques et commerciales. » [4]

C'est à un point tel qu'un des membres, William Reinsch, un Démocrate qui siégera jusqu'en 2015, décide de ne pas signer le document. Il mentionne ses points de désaccord : « À regret, je me distancie de ce rapport. De façon générale, il ne parvient pas à présenter une analyse correcte et objective des relations de sécurité entre les États-Unis et la Chine. Au contraire, en soulignant continuellement que le verre est à moitié vide au lieu de prétendre qu'il est à moitié plein, le rapport

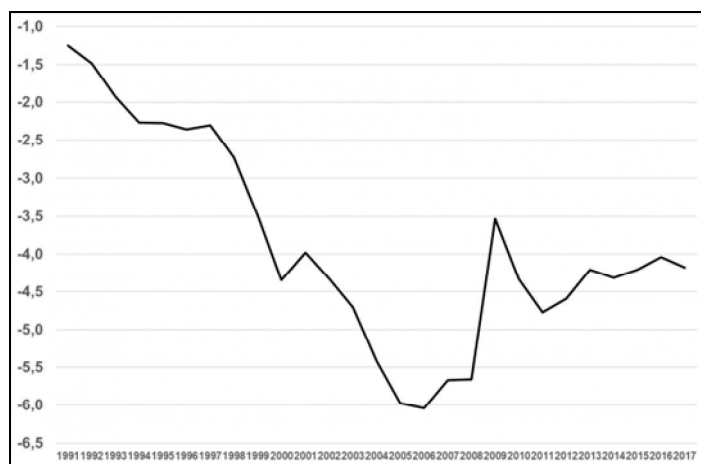
néglige les progrès réalisés au cours de ces vingt dernières années, élève le degré de paranoïa de ce pays à propos de la Chine et contient des recommandations qui pourraient transformer ce délire en une prophétie autoréalisatrice. » [5] Il désapprouve la teneur des opinions défendues également en 2004 et en 2015, alors même qu'il est le président de la commission.

La tonalité des rapports est assez semblable d'une année à l'autre. Ils dénoncent quasiment à chaque fois le manque de transparence de la situation et de l'économie chinoise. Ils mettent en question la régulation étatique et le glissement permanent entre des questions d'ordre entrepreneurial vers la sphère étatique, des problèmes civils vers le militaire... Ils critiquent le piratage, les contrefaçons, les atteintes à la cybersécurité, l'espionnage industriel systématique, le traitement inégal des firmes américaines en Chine, les interventions continues des autorités monétaires pour ajuster le yuan, la domination des banques publiques dans le domaine financier faussant ainsi la concurrence, le non-respect des règles de l'OMC, malgré que la Chine en soit membre depuis 2001...

Un déficit commercial américain permanent qui passe mal à Washington

Mais ce qui préoccupe surtout la Commission est le déficit commercial qui s'accroît envers l'empire du Milieu et qui pose un souci de fragilité à l'économie américaine. Nous avons reproduit dans le graphique 1 l'évolution de la balance commerciale américaine rapportée à son PIB depuis 1991. En fait, celle-ci est déficitaire depuis le début des années 1980. Mais, à ce moment, les échanges avec la Chine étaient restreints.

Graphique 1. Évolution de la balance commerciale des États-Unis rapportée à leur PIB 1991-2017 (en %)



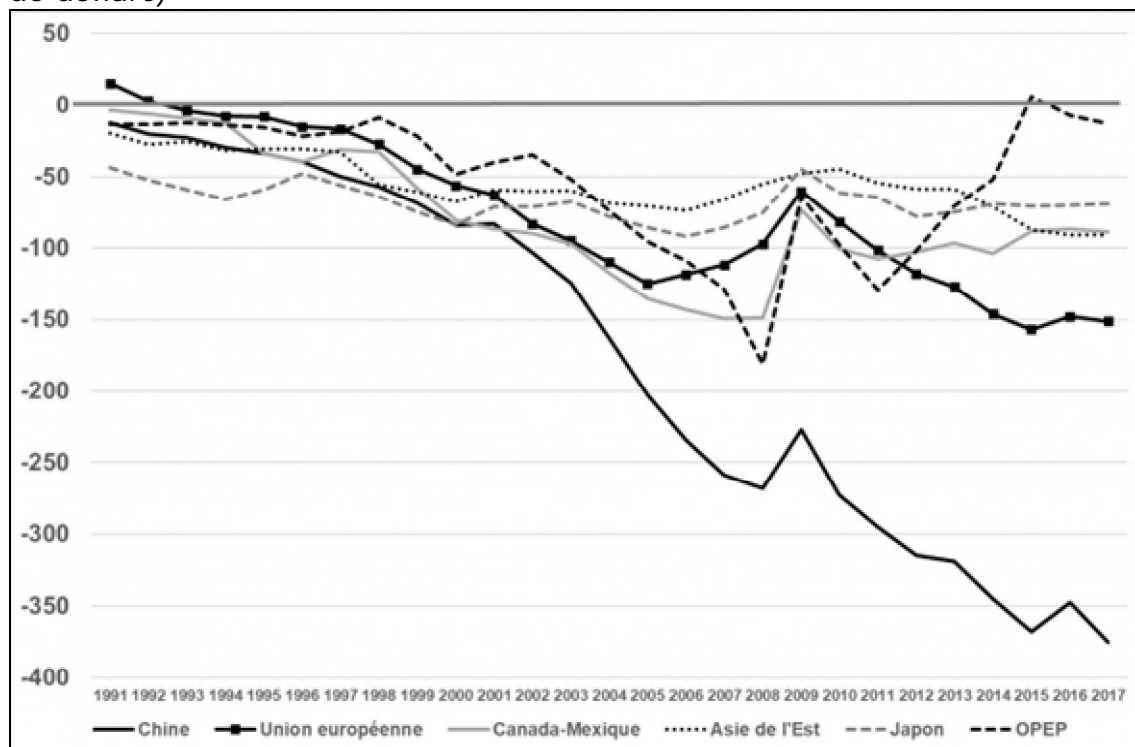
Sources : Bureau of Economic Analysis, International Transactions, Interactive data et Census Bureau, U.S. Trade in Goods by Selected Countries and Areas, Not Seasonally Adjusted.

On observe le creusement des déficits de manière quasi continue jusqu'en 2006. Les regains légers durant cette période sont dus à des crises conjoncturelles qui ralentissent les achats de produits importés aux États-Unis.

Depuis la crise de 2007-2008, il y a une amélioration provoquée par la même raison : la baisse de biens de consommation et de composants importés étant donné la chute des revenus américains dans ces circonstances. La situation semble légèrement se redresser depuis lors ou, tout du moins, ne pas s'aggraver davantage. Mais l'effet est bien réel : chaque année, les États-Unis consomment quelque 500 milliards de dollars de plus qu'ils ne produisent (puisque cela vient de

l'étranger). Ces dernières années, c'est même plus proche des 800 milliards de dollars. Le graphique 2 détaille cette dégradation par pays ou région concernée.

Graphique 2. Balance commerciale américaine par pays 1991-2017 (en milliards de dollars)



Sources : Voir graphique précédent.

On constate une détérioration de la balance commerciale continue pour tous les pays ou régions du graphique. Seules les importations nettes venant des États de l'OPEP [6] finissent par disparaître en 2015, sans doute par l'utilisation massive du gaz de schiste pour résoudre les problèmes énergétiques américains.

En revanche, la plongée est nette en ce qui concerne les échanges avec la Chine, surtout à partir de 2001. Le déficit est le plus net et se chiffre en 2017 à 375 milliards de dollars. L'Union européenne, surtout l'Allemagne, se limite à un excédent de 151 milliards la même année. Des chercheurs ont estimé que le coût implicite de cette croissance des importations chinoises en termes d'emploi serait de l'ordre de 2,4 millions de travailleurs de 1999 à 2011. [7]

Soulignons qu'en comparant les deux tableaux, ce n'est pas le déficit chinois qui provoque la dégringolade de la balance commerciale américaine. Celle-ci dégringole de 1,2% du PIB en 1991 à 4,3% en 2000. Durant ce laps de temps, toutes les régions y contribuent, aussi bien le Japon que l'Union européenne, les partenaires de l'ALENA [8] (Canada et Mexique), l'Asie de l'Est et, bien sûr, la Chine. Ce n'est donc pas l'agressivité des entreprises chinoises ou leur soi-disant dérogation aux règles pures de libre concurrence qui est en cause. Les États-Unis s'approvisionnent massivement à l'étranger pour leurs produits de nécessité comme les habits, l'équipement électronique et électroménager, les jouets, etc., car ceux-ci y sont produits moins cher.

Ensuite, à partir de 2001, la Chine gagne des parts de marché sur les autres fournisseurs, aidée par quelques multinationales américaines comme Walmart qui organise directement la production en Chine pour leurs chaînes de magasins

notamment aux États-Unis. De ce fait, le déficit s'alourdit encore de 4 à 6% du PIB entre 2001 et 2005. Celui avec l'empire du Milieu passe de 0,8% du PIB en 2001 à 1,8% en 2008. Depuis lors, il oscille entre cette valeur et 2%.

Les montants des exportations nettes peuvent être trompeurs, étant donné la production de la chaîne de valeur. Si la Chine exporte le produit final, il indique dans sa statistique le montant total de la vente, même si, en réalité, ce pays n'a pas entièrement fabriqué le bien. Une partie peut en effet avoir été réalisée à l'étranger, sur un territoire autre que la Chine et les États-Unis [9]. Elle peut très bien ne pas avoir été comptabilisée ou l'avoir été à un mauvais endroit. De même, certaines marchandises sont simplement transférées. Elles arrivent dans un port, sont débarquées, mais aussitôt rechargées sur un autre bateau pour une destination différente.

En tenant compte de tous ces paramètres, le Conference Board [10] a recalculé le déficit américain des biens et des services avec la Chine pour 2014. Il est parvenu à un montant de 200 milliards de dollars, loin des 345 milliards affichés officiellement [11].

Aller à l'affrontement avec Beijing

Autre sujet fréquemment traité par la Commission est la question militaire. Les rapports dénoncent les constantes augmentations du budget chinois, signalant que les chiffres communiqués ne correspondent pas à la réalité. Ils soulignent le passage facilité entre les objectifs dits civils et militaires. Ainsi, ils mettent en garde les firmes américaines qui auraient des accords commerciaux avec des entreprises chinoises sur le fait que leur savoir-faire pourrait passer aux mains de l'armée populaire. Le rapport 2017 est explicite sur le sujet : « L'intégration étroite du développement technologique civil et militaire en Chine fait craindre que la technologie, l'expertise et la propriété intellectuelle partagées par les firmes américaines avec des partenaires commerciaux chinois puissent être transférées à l'armée chinoise ». [12] Enfin, la Commission accuse Beijing d'être responsable de la prolifération d'armes de destruction massive et d'autres systèmes, notamment des technologies à double usage (civil et militaire) [13].

La teneur des rapports est telle qu'à nouveau William Reinsch, ancien sous-secrétaire au Commerce sous Bill Clinton, s'en plaint en 2015 : « Je n'ai jamais considéré la Chine comme une entité unique s'opposant de manière monolithique à nos intérêts. Au lieu de cela, son gouvernement est une structure compliquée d'éléments concurrents et disparates qui peuvent ou défier ou changer de politique. » [14] Une opinion nuancée qui n'a pas lieu d'être pour le reste de la Commission.

Pourtant, le ton monte encore d'un cran en novembre 2016, après les élections américaines qui voient la victoire de Donald Trump. Le rapport mentionne les mêmes faits que précédemment. Mais il ajoute un point : « Il est devenu trop évident que le parti communiste chinois n'a pas l'intention d'ouvrir ce qu'il considère comme des secteurs clés de son économie à une concurrence et un contrôle significatif des États-Unis ou de l'étranger. ». Et il précise : « De même, l'espoir que la Chine suivrait sa voie de *développement pacifique* et deviendrait une puissance mondiale qui soutiendrait et renforcerait l'ordre mondial libéral fondé sur des règles n'a pas été rempli. » [15]. Il n'y a donc plus qu'une solution pour la Commission : aller à la confrontation.

En conséquence, elle demande que le Congrès élargisse les compétences du comité des investissements étrangers aux États-Unis (CFIUS [16]) pour qu'il interdise la prise de participation et de contrôle de firmes américaines par des entreprises chinoises [17]. Cet appel est même élargi en 2017 aux fonds souverains chinois. Même si ce n'est pas le cas, la Commission veut soumettre la situation à un examen minutieux de la part de la CFIUS avant d'agréer l'investissement. C'est particulièrement vrai dans les secteurs critiques des technologies, des infrastructures essentielles et pour tout rachat d'actifs pouvant mettre en péril la sécurité des États-Unis.

En même temps, la Commission requiert du Congrès qu'il approuve la hausse des budgets militaires pour assurer une présence armée dans la zone de l'Asie-Pacifique. [18] Le rapport de 2016 s'en prend directement au projet de Made in China 2025 en sollicitant les élus pour renforcer les industries américaines de haute technologie et à forte valeur ajoutée, comme celles actives dans l'intelligence artificielle, les véhicules et systèmes autonomes et les semiconducteurs [19].

D'où l'utilisation du bazooka réglementaire d'abord dans l'acier et l'aluminium, des secteurs nommément cités par la Commission comme devant être protégés. Mais aussi dans les autres industries, comme les circuits intégrés pour les réseaux 5G.

Le CFIUS est donc activé de façon expresse. Alors qu'elle n'a refusé que quatre opérations entre la date de sa création en 1975 et fin 2016, elle multiplie les avis négatifs depuis lors. En décembre 2016, en accord avec l'administration Obama, elle suspend le projet de rachat du fabricant de puces allemand Aixtron par le chinois Fujian Grand Chip Investment Fund, parce que des applications militaires peuvent être utilisées à partir de cette production et qu'Aixtron dispose d'une filiale aux États-Unis [20]. Par la suite, le comité s'est opposé à la reprise de l'établissement de semiconducteurs à base de silicium Lattice par le fonds étatique China Venture Capital Fund.

Enfin, à la suite de l'avis défavorable du CFIUS, Donald Trump a bloqué la tentative de prise en mains du fabricant californien de puces pour la connectivité des appareils mobiles, Qualcomm, par le Singapourien Broadcom. Pas de Chinois en vue. Mais le président a souligné que cette offre de 117 milliards de dollars, qui aurait été la plus grosse opération jamais engagée dans les semiconducteurs, était une menace à la sécurité du pays. Le décret signé souligne : « L'offre de reprise de Qualcomm par l'acquéreur est interdite et toute opération équivalente, de fusion, acquisition ou d'OPA, directe ou indirecte, est également interdite » [21]. Cela, c'est à destination de Beijing.

Notes

- [1] Officiellement et en anglais The U.S.-China Economic and Security Review Commission.
- [2] Le Center for Security Policy (centre pour la politique sécuritaire), décrit dans l'article d'Henri Houben, « [Pourquoi avoir permis l'élection de Donald Trump ?](#) », étude Gresea, 26 avril 2018. Tout comme les autres think tanks ultra-conservateurs.
- [3] Center for Strategic and International Studies (centre pour les études stratégiques et internationales). C'est un think tank officiellement bipartisan.
- [4] U.S.-China Economic and Security Review Commission, « The National Security Implications of the Economic Relationship Between the United States and China », Report to Congress of the US-China Security Review Commission, juillet 2002, p.117.
- [5] U.S.-China Economic and Security Review Commission 2002, op. cit. , p.206.
- [6] Organisation des pays exportateurs de pétrole, comportant 14 nations : l'Algérie, l'Angola, le Gabon, la Libye, le Nigeria, la Guinée Équatoriale, l'Équateur, le Venezuela, l'Arabie Saoudite, les Émirats arabes unis, l'Irak, l'Iran, le Koweït et le Qatar.
- [7] Daron Acemoglu, David Autor, David Dorn, Gordon Hanson, and Brendan Price. « Import competition and the great US employment sag of the 2000s », Journal of Labor Economics, janvier 2016, p.146-147.
- [8] Accord de Libre-Echange Nord-Américain.
- [9] Si la Chine exporte pour 100 dollars vers les États-Unis, mais la confection y est réalisée que pour moitié, l'autre l'étant en Thaïlande, le déficit commercial avec le pays de l'oncle Sam sera bien de 100 dollars, alors que la Thaïlande y aura contribué pour 50.
- [10] Il s'agit d'une organisation composée d'environ 1.200 grosses entreprises privées et publiques du monde entier, qui intervient comme groupe de recherche au bénéfice de ces firmes.
- [11] *The Financial Times*, 30 août 2017.
- [12] U.S.-China Economic and Security Review Commission, « 2017 Report to Congress. Executive Summary and Recommendations », novembre 2017, p.21.
- [13] U.S.-China Economic and Security Review Commission, « 2016 Report to Congress. Executive Summary and Recommendations », novembre 2016, p.iii.
- [14] U.S.-China Economic and Security Review Commission, « 2015 Report to Congress », novembre 2015, p.569.
- [15] U.S.-China Economic and Security Review Commission 2016, op. cit., p.vii.
- [16] Committee on Foreign Investment in the United States.
- [17] U.S.-China Economic and Security Review Commission 2016, op. cit., p.26.
- [18] U.S.-China Economic and Security Review Commission 2017, op. cit., p.25.
- [19] U.S.-China Economic and Security Review Commission, « 2016 Report to Congress. Executive Summary and Recommendations », novembre 2016, p.26.
- [20] *Les Echos*, 7 mars 2018.
- [21] *Les Echos*, 15 mars 2018.

5. Une rivalité accrue dans tous les domaines



Pour les États-Unis et surtout son élite, la Chine apparaît comme l'ennemi numéro un. Outre-Atlantique, certains se préparent à une guerre tout terrain. La bataille actuellement économique, commerciale et technologique risque de prendre d'autres tournures. On en voit déjà très clairement les prémices.

Un domaine particulier qu'analyse en permanence la Commission de surveillance économique et sécuritaire des relations sino-américaines est la question militaire. Dans un article précédent, nous avons montré les rapports de forces entre puissances, notamment dans le graphique 5 et le tableau 3 [1]. On peut y voir que les dépenses militaires américaines sont près de trois fois plus élevées que celles de la Chine, même si cet écart tend à se réduire au fil des années.

Les spécialistes estiment, néanmoins, qu'il faudrait sans doute multiplier par un indice situé entre 2,5 à 4 afin d'évaluer les véritables dépenses chinoises et d'assurer une meilleure comparaison [2]. Mais, dans ce cas, on devrait également adapter les chiffres américains, qui ne comptabilisent pas tout non plus. Chalmers Johnson, par exemple, affirme que le budget déclaré des États-Unis devrait être doublé parce qu'il ne tient pas compte, par exemple, de toutes les dépenses effectuées en Afghanistan et en Irak, parce que l'énergie nucléaire est à charge du Département de l'Énergie, etc. [3]

Dès lors, l'allocation de la Défense de 600 milliards de dollars représenterait une dépense globale de 1.200 milliards. Si on prend le montant de 225 milliards pour la Chine en 2016 (dernier en date dont nous disposons) et qu'on le multiplie par quatre, cela donne 900 milliards. Comme le montre le graphique 5 et le tableau 3 précédemment cité, l'empire du Milieu augmente ses budgets militaires. Et cela ne manque pas d'inquiéter le Pentagone.

En 2015, Beijing a publié un livre blanc sur sa stratégie militaire (*China's Military Strategy*). Il indique son option de s'adapter aux conditions modernes de la guerre, avec un équipement technologie de pointe, capable de riposter en cas d'attaques cybernétiques. Le gouvernement ne prévoit pas de conflit dans l'immédiat. Il

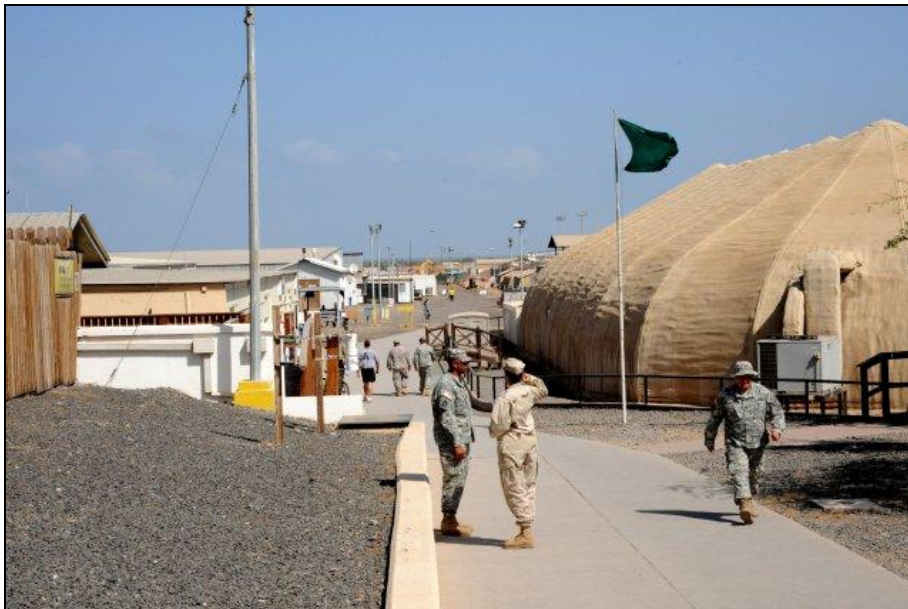
espère une situation de paix qui perdure dans les relations internationales [4]. Mais le pays doit assurer sa sécurité politique et sa stabilité sociale.

Et le document inaugure une adaptation chinoise de la célèbre locution latine *si vis pacem, para bellum* [5]. Ce que l'ancien commandant de sous-marin et chargé d'études au Centre d'études stratégiques de la Marine Hughes Eudeline interprète comme la possibilité de mener des guerres préventives face à des dangers imminents [6].

Le camp stratégique de Djibouti

Dans ce cadre, la Chine a développé sa première base à l'étranger à Djibouti, l'ancienne colonie française. C'est un endroit stratégique, liant directement le golfe d'Aden à la mer Rouge. C'est par là que passent la plupart des navires d'Asie de l'Est pour remonter vers le canal de Suez et la Méditerranée. La construction des infrastructures militaires a commencé en février 2016. Elles sont opérationnelles depuis août 2017 et quelque 400 soldats y ont pris place.

Les militaires chinois ne seront pas les premiers à débarquer sur ce minuscule territoire de 23.200 km². C'est la cinquième installation après celle historique de la France qui occupe 1.450 combattants, celle des États-Unis, la plus imposante avec 4.000 hommes, le petit contingent japonais de 180 engagés dans les forces spéciales d'autodéfense et une base italienne qui peut accueillir jusqu'à 300 recrues. En même temps, l'Espagne utilise une petite partie de l'équipement français pour ses propres troupes aériennes. Les Émirats arabes unis disposent d'un camp tout près, à Assab en Érythrée, d'où ils peuvent envoyer leurs avions au Yémen dans le cadre de la coalition dirigée par l'Arabie Saoudite pour combattre les Houthis, alliés de l'Iran. Ils vont ouvrir une autre installation à Berbera au Somaliland, également proche de Djibouti. Et l'Arabie Saoudite compte en ériger une incessamment dans la petite République de Djibouti.



Camp US à Djibouti

Beijing compte, pourtant, s'appuyer sur un avantage de taille : depuis cinq ans, ses firmes ont investi 14 milliards de dollars, à la fois pour développer les infrastructures locales (port de Doraleh, aéroport de Bicidley...) et les voies vers l'Éthiopie voisine, où la Chine a, elle aussi, déjà beaucoup dépensé (pipeline

d'eau, ligne de chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti...). Une nouvelle fois, c'est la China Exim Bank qui a financé ces initiatives. Djibouti est donc un centre névralgique et certaines sources avancent que la Chine pourrait envoyer jusqu'à 10.000 hommes dans cette enclave africaine pour 2026 [7]. Elle a déjà amené les blindés les plus modernes jamais utilisés en Afrique (les modèles 095 et 90-II) [8].

Les plus révoltés face à ce déploiement sont incontestablement les Américains. Ceux-ci ont dû déménager leur centre secondaire à Obock pour laisser la place aux Chinois. Le président de Djibouti, Ismail Omar Guelleh, s'en fait l'écho dans une interview accordée à *Jeune Afrique* : « Je sais que cette obsession de la présence chinoise existe. Mais elle est à la fois infondée et unilatérale. Les Chinois n'ont aucun problème à cohabiter avec les Occidentaux à Djibouti, à condition qu'on ne vienne pas constamment espionner leurs installations. Les Américains, par contre, en font une fixation. Ils nous répètent sans cesse que cette présence chinoise les gêne pour leurs opérations. En réalité, la base chinoise en construction à Doraleh, qui jouxte le nouveau quai et la nouvelle zone franche, n'abritera pas plus de quatre cents hommes. » [9].

Le Pentagone avance un autre argument : la base de Djibouti en annoncerait beaucoup d'autres [10]. Ce n'est sans doute pas faux. Les négociations pour l'installation d'un second camp chinois en Namibie à Walvis Bay sont en cours. Elles se mèneraient également au Pakistan, dont le port de Gadwar peut déjà servir à la marine chinoise. Une autre implantation serait confirmée en Afghanistan [11]. En outre, Beijing vient de lancer son second porte-avions, entièrement construit dans le pays, et se prépare à en réaliser un troisième, des bâtiments qui pourraient mouiller dans le port de Doraleh.

Mais cette inquiétude américaine est assez malvenue, alors que les États-Unis disposent de du plus grand contingent de soldats à l'étranger : près de 200.000 hommes répartis sur plus de 800 bases dans 177 pays à travers le monde. Les plus grandes concentrations de militaires américains se trouvent au Japon avec 39.300 hommes, en Corée (23.400), mais aussi en Allemagne (34.800) et en Italie (12.100). Cette représentation planétaire constitue un sixième du budget de la Défense, soit environ 100 milliards de dollars [12].

Il est clair, cependant, que les intérêts croissants à l'étranger poussent la Chine à les protéger. La situation survenue en Libye, avec l'attaque franco-britannique, soutenue par Washington, en 2011, a créé un traumatisme dans la tête des responsables chinois. Il avait fallu évacuer 10.000 ressortissants du borbier libyen en quelques jours. Avec des bases un peu partout dans le monde, notamment à Djibouti, un tel déménagement serait plus facile.

Le livre blanc sur la stratégie militaire souligne ce nouvel enjeu pour Beijing. Il affiche clairement sa volonté de « sauvegarder la sécurité des intérêts étrangers de la Chine » [13]. Les projets d'installations armées au Pakistan et en Afghanistan s'inscrivent pleinement dans la nécessité d'assurer la stabilité d'une partie des nouvelles routes de la soie, en particulier son corridor numéro 3, celui qui relie Kachgar à Gadwar, l'un des plus dangereux comme nous l'avons signalé dans l'article « Les nouvelles routes de la soie : le cauchemar de Brzezinski passe par l'Asie centrale » [14].

Les énergies essentielles pour le futur développement économique du pays posent également problème. Ainsi, la Chine a investi dans plus de quarante pays pour

garantir son approvisionnement. En 2016, elle dépend à 64% des importations pour le pétrole. Chiffre qui devrait passer à 80% en 2035, selon l'Agence internationale de l'énergie. Quant au gaz, la Chine en importe les 36% et cela devrait passer à 42% en 2035. [15]

Le positionnement militaire de la Chine

Pour se défendre, la Chine s'appuie aussi sur une entente principalement militaire avec un certain nombre de pays d'Asie centrale. Au départ, il s'agissait du groupe des cinq de Shanghai, créé juste après l'effondrement de l'URSS, en 1992, entre la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan et le Tadjikistan. En 2001, cette association, l'Organisation de coopération de Shanghai (SCO suivant le sigle anglais [16]), devient officielle avec un secrétariat et un comité interministériel, avec la participation de l'Ouzbékistan. En 2017, l'Inde et le Pakistan y adhèrent également.

En juillet 2005, la SCO va exiger le retrait des troupes américaines des territoires des États membres, c'est-à-dire celles qui étaient stationnées au Kirghizistan et en Ouzbékistan, notamment dans le cadre de l'après 11 septembre et de la guerre menée en Afghanistan. Quelques semaines plus tard, le gouvernement ouzbek demande la libération de la base de Karshi-Khanabad, l'armée américaine quitte le pays dans les six mois. [17] Pour le Kirghizistan, cela aura duré un peu plus longtemps, avec la fermeture du camp de Manas en 2014. De ce fait, les États-Unis n'ont plus d'installations fixes en Asie centrale.

Les interventions militaires permanentes, que cela soit en Serbie, en Afghanistan, en Irak, en Libye, en Syrie, sans compter des frappes ponctuelles en Somalie, représentent un avantage manifeste des Américains. La Chine n'a pas cette posture. Elle utilise les missions de l'[ONU](#) pour apprendre les conditions de la guerre concrète. Depuis 2008, la Chine est le pays qui fournit le plus de soldats aux Casques bleus [18]. Ils sont 2.500 en Afrique, en particulier au Sud-Soudan (1.052), au Liberia (666) et au Mali (402). [19]

Il existe un courant belliciste en Chine. Ainsi, Liu Mingfu, un colonel à la retraite, mais qui enseigne à l'Université militaire nationale, a écrit un livre incendiaire, publié en 2010, dont le titre annonce immédiatement la couleur : *Le rêve de la Chine : penser la grande puissance et le positionnement stratégique de la Chine à l'ère post-américaine* [20]. Il y défend notamment que Beijing devrait songer à remplacer Washington comme nation leader du monde. Pour cela, il faut construire une armée à la mesure de cette ambition.

Mais, généralement, le raisonnement chinois est plus serein. Comme l'écrit Wang Jisi, directeur des études américaines à l'Académie chinoise des sciences sociales : « Selon la direction du Parti communiste, l'objectif stratégique de la Chine est de devenir une nation socialiste moderne riche, puissante, démocratique, civilisée et harmonieuse d'ici à 2049, au moment du centenaire de la fondation de la République populaire. » [21]. Cela implique ne pas faire trop de vagues et se fonder sur les forces économiques favorables qui poussent inexorablement le pays vers le leadership mondial. Le temps économique joue en faveur de Beijing.

C'est ce que développe Wang Jisi : « Il est dans l'intérêt de la Chine de contribuer à un environnement international pacifique. La Chine devrait rechercher des solutions pacifiques aux problèmes résiduels de souveraineté et de sécurité, y compris les différends territoriaux épineux entre elle et ses voisins. » [22]. Il

précise dans le même article : « Le mieux que Pékin puisse faire est de renforcer ses liens économiques avec les grandes puissances tout en minimisant la probabilité d'une confrontation militaire et politique avec eux. ».

Ce qui se traduit aussi dans les objectifs généraux lancés par Beijing : « L'objectif stratégique national de la Chine est d'aboutir à une société modérément prospère à tous égards d'ici à 2021, lorsque le PCC célébrera son centenaire ; et la construction d'un pays socialiste moderne, prospère, fort, démocratique, culturellement avancé et harmonieux d'ici à 2049, date à laquelle la République populaire de Chine (RPC) célèbre son centenaire. » [23].

Cela n'empêche nullement le gouvernement chinois de tracer des frontières quelque peu arbitraires pour délimiter l'espace dans lequel l'État serait autonome et pourrait intervenir à sa guise. L'amiral Liu Huaqing a défini ces points limites dans sa politique des « trois lignes d'îles », élaborée entre la fin des années 1980 et 2004. Selon celle-ci, la Chine devrait assurer son contrôle d'abord sur ses côtes, puis sur les mers de Chine pour 2020, enfin sur la haute mer pour 2050. On aboutit à la carte suivante qui définit ces différents horizons :



Figure 3. The First and Second Island Chains. PRC military theorists conceive of two island "chains" as forming a geographic basis for China's maritime defensive perimeter.

L'île de tous les dangers

Le cas le plus épineux est celui de Taiwan. Île occupée par les Japonais de 1895 à 1945, c'est là que Jiang Jieshi [24] s'est réfugié après sa défaite en 1949. Ce seigneur de la guerre, à la tête du Guomindang, s'est installé dans l'île à travers un régime dictatorial couvert du parapluie américain [25]. Pour le gouvernement de Beijing, ce territoire fait partie intégrante de la Chine et doit retourner à sa mère patrie.

En fait, les forces militaires continentales pourraient envahir Taiwan. Mais si c'était le cas, Washington interviendrait au nom d'un traité de sécurité datant de 1979. À diverses reprises, les autorités de l'île ont marqué leur volonté

d'indépendance, ce qui provoque des tensions avec les autorités chinoises. C'est manifestement un terrain sensible.

Entre 1994 et 1996, la crise était à son paroxysme. Les Chinois ont organisé des opérations militaires dans le détroit de Formose [26]. Le président américain, à l'époque Bill Clinton, reçoit le président de l'île quasiment comme un chef d'État. En 1996, des missiles chinois arrivent à proximité du territoire taiwanais. Les autorités militaires indiquent directement leur intention de ne pas attaquer. Mais plusieurs personnalités de la droite ultraconservatrice comme Richard Armitage, Paul Wolfowitz et Lewis Libby envoient une lettre à Clinton pour dénoncer sa politique laxiste de laissez-faire. Les affaires n'iront pas plus loin.

Mais il est clair que c'est un point de friction qu'il serait aisé d'instrumentaliser pour déclencher un conflit, qui se transformerait très naturellement en une conflagration mondiale. Les deux journalistes auteurs du livre sur la guerre prochaine avec la Chine écrivent très logiquement : « Force est de constater que si les États-Unis ne s'engagent pas à intervenir en cas de conflit sino-taiwanais, rien n'arrêtera les ambitions dominatrices de la Chine en Extrême-Orient. » [27]. D'où la nécessité pour Washington de réagir.

Les deux auteurs imaginent un scénario où Beijing aurait décidé d'envahir Taiwan en 2004 [28]. Cela commencerait par un blocus. Taipei exigerait une aide américaine, que la Maison-Blanche ne pourrait refuser. Et c'est l'engrenage face à une Chine surarmée et agressive. Les journalistes veulent éviter ce cas de figure et appellent donc à la fermeté face à l'empire du Milieu. Hypothèse qui ne s'est jamais réalisée jusqu'à aujourd'hui, mais qui entretient un sentiment antichinois dans la population américaine.

Ce n'est pas pour rien non plus que les parties des rapports de la Commission sur le suivi de la Chine consacrées à Taiwan mettent en exergue, elles aussi, les potentialités de friction. Il suffirait d'actionner un élément pour déclencher une catastrophe planétaire dont l'humanité aurait du mal à se remettre. C'est cela le plus gros bouton dont Donald Trump dispose [29].

D'autant qu'à Washington siègent à nouveau les plus durs des faucons, qui se disent que le meilleur moyen d'enrayer la progression de la Chine est peut-être de la provoquer sur le terrain militaire, là où l'avantage reste américain. La conscience est présente dans une partie de l'élite américaine que ce qui est bon pour Beijing est, en fait, désastreux pour les États-Unis. C'est ce qu'a littéralement déclaré Robert Lighthizer, représentant américain au commerce, devant le Sénat en mars 2018 : « Si la Chine domine le monde, c'est mauvais pour l'Amérique ». [30].

C'est pourquoi Donald Trump a lancé sa croisade commerciale, mais dont les enjeux dépassent très largement l'aspect des relations économiques entre les deux États. Comme l'a commenté l'ancien conseiller du président Steve Bannon dans son style cynique, mais lucide : « Les États-Unis et la Chine se sont engagés dans une "guerre économique" à partir de laquelle il ne peut y avoir qu'un seul gagnant ». [31].

Cette guerre entamée par les États-Unis risque de se retourner contre eux. C'est en tous cas l'avis de Chalmers Johnson, ancien agent de la CIA et spécialiste de l'Asie, qui écrit : « Qu'on l'appelle mondialisation, consensus de Washington, " soft power " ou la " nation indispensable " , cela aboutit toujours à la nécessité de maintenir un ordre mondial inspiré, financé et dirigé par les États-Unis. Alors que

cet hégémonisme vis-à-vis de l'Allemagne, du Japon, de l'Amérique latine, de la Russie ou des Nations unies ne résultera probablement qu'en extensions impériales et en un probable déclin à long terme des États-Unis, les tentatives américaines pour établir une hégémonie sur la Chine tendent vers des futurs plus explosifs et sont en tous les cas vouées à l'échec ». [32] Selon lui, la Chine étant la nation la plus peuplée et dont l'économie croît le plus vite au monde, il est illusoire de penser pouvoir la « contenir ». Washington, comme les autres, pourra juste s'adapter à elle. [33]

La prochaine guerre... qui ne vient jamais

Depuis plus de deux siècles, bon nombre de livres abordent la question de la guerre et des conflits armés. Dans son manuel de stratégie militaire intitulé *De la Guerre* et écrit après la période napoléonienne, le général prussien Carl von Clausewitz a relevé ce constat demeuré célèbre : « La guerre n'est que le prolongement de la politique par d'autres moyens. ». Depuis lors, les polémologues cherchent à décrypter ce qui, dans le prolongement des intérêts des nations, pourrait amener une conflagration généralisée. Depuis 1914, on sait qu'une étincelle suffit parfois à embraser un continent.

Ainsi, en 1991, George Friedman, fondateur de Stratfor, société privée américaine qui œuvre dans le domaine du renseignement, publie avec sa femme Meredith LeBard un ouvrage titré *The Coming War With Japan* [34]. Après l'effondrement de l'URSS, les États-Unis se cherchent un nouvel adversaire. À ce moment, l'archipel nippon est clairement candidat à cette position. En effet, sa croissance depuis les années 1950 est exceptionnelle. Les multinationales japonaises dament le pion à leurs consœurs américaines. Certaines d'entre elles dominent déjà leur secteur. Elles ont des méthodes de production industrielle plus efficaces, que les firmes américaines ont du mal à reproduire chez elles. En 1991, les banques et la finance de l'Empire du soleil levant [35] répandent leurs moyens considérables partout sur la planète.

Mais le Japon s'apprête à vivre la plus longue crise de son histoire. Après une période de développement fulgurant, le pays s'installe dans une dépression permanente, dont elle n'est toujours pas réellement sortie. Deux facteurs vont perturber l'essor nippon qui paraissait inexorable. Primo, si Tokyo se présente comme un géant économique, c'est un nain politique et militaire, tout comme l'Allemagne - mais celle-ci dispose de l'Union européenne. Le gouvernement japonais ne peut pas imposer ses entreprises comme, par exemple, Washington le peut grâce à ses forces armées disséminées à travers le monde. Secundo, face à la domination nipponne, les compagnies américaines ont choisi soit de délocaliser leur production à l'étranger, en particulier dans le tiers-monde, soit de s'y approvisionner. Bénéficiant d'une main-d'œuvre bon marché pour fabriquer les produits bas de gamme comme les vêtements ou les biens électroniques courants, elles peuvent à nouveau affronter, du moins dans les branches de technologie de pointe, des multinationales japonaises qui sont peu internationalisées et produisent presque tout dans l'archipel.

Rien ne dit donc que la prévision des deux journalistes Richard Bernstein et Ross Munro, qui ont rédigé *The Coming War with China*, sera opportune [36]. Mais leurs arguments tiennent la route. Beijing possède des capacités militaires pouvant rivaliser partiellement avec celles des États-Unis. Contrairement au Japon, il n'est pas soumis à la Maison-Blanche par un acte de dépendance défensive. Certes, ses

firmes ne bénéficient pas d'un système de production plus efficace, mais elles profitent d'un processus de financement généreux qui leur permet d'accumuler rapidement. Elles ont également l'exemple japonais qui a procédé à l'organisation de sa progression économique à partir d'une régulation étatique et la Chine compte bien s'en inspirer.

Mais les États-Unis ont sans doute plus d'un tour dans leur sac. Et une guerre annoncée n'arrive pas toujours. On en veut pour preuve l'excellent ouvrage de Ludwell Denny, journaliste américain, en 1930, dont le titre était : *L'Amérique conquiert l'Angleterre* [37]. Il annonçait, non sans preuve à l'appui, que le destin de l'humanité s'orientait vers une guerre mondiale entre les États-Unis et la Grande-Bretagne : « Une guerre entre l'Amérique et l'Angleterre est plus probable qu'une guerre entre l'Amérique et toute autre puissance. » [38].



Port de Doraleh à Djibouti

Bien sûr, si on s'arrête à la taille des îles britanniques et qu'on la compare à celle de son ancienne colonie, la différence est flagrante. Mais à l'époque, Londres dispose encore d'un vaste empire colonial. Comme l'écrit Ludwell Denny : « L'Union économique impériale, qui semble être le seul moyen de sauver l'Angleterre, est aussi le seul moyen d'intensifier la guerre économique anglo-américaine. Une des principales raisons qui empêchent le conflit économique anglo-américain de devenir une guerre par les armes est l'incomparable supériorité américaine. Mais si deux groupes économiques de puissance à peu près égale se trouvaient en conflit, la guerre ne tarderait pas à éclater. » [39]. Il ajoute : « Il n'y a pas de place dans le monde pour deux empires comme l'empire britannique et l'empire américain. Ou bien l'Angleterre s'inclinera pacifiquement devant la supériorité américaine, ou bien elle y sera contrainte par les armes. » [40].

Les tensions entre les deux États ne manquent pas. Le contrôle sur les matières premières s'intensifie à l'échelle planétaire. Pour n'importe quelle denrée, que ce soit le charbon, le pétrole ou le caoutchouc, des multinationales britanniques affrontent des compagnies américaines tout aussi avides qu'elles pour prendre possession des terrains miniers et leurs richesses, sans considération aucune pour les populations locales et leurs besoins.

Ce qui est intéressant pour notre propos réside dans la description de l'auteur des interventions du gouvernement américain dans cette lutte fratricide contre l'ancienne métropole. À ne pas s'y méprendre, elles font penser à ce qu'aujourd'hui les Américains reprochent aux Chinois. En effet, on voit un État à la manœuvre pour offrir à ses entreprises les armes pour gagner les batailles sur son territoire et à l'étranger.

Le maître d'œuvre n'est pas un inconnu. Il s'agit d'Herbert Hoover, qui durant la Première Guerre mondiale se chargea du ravitaillement des populations sous l'occupation allemande, en particulier celui de la Belgique, et qui devint le malheureux président dont le mandat fut ponctué par le krach de Wall Street en 1929. Mais, entre le 5 mars 1921 et le 21 août 1928, il sera le terrible secrétaire au Commerce qui prendra fait et cause pour les multinationales américaines.

Ludwell Denny détaille ses manigances : « M. Hoover réorganisait son département et en faisait un grand service de renseignements et une grande école d'entraînement pour le commerce américain. Il plaça l'idée du commerce extérieur chez les banquiers et industriels américains, petits et grands. Il prit dans les universités et les écoles techniques des jeunes gens pour compléter le personnel de son organisation du temps de guerre, et en fit une troupe de choc de l'avance économique américaine sur le monde. Au fur et à mesure qu'il complétait leur formation, il les plaçait comme experts économiques dans les banques et dans les grandes sociétés, et en formait d'autres pour le service du gouvernement. Ainsi se créa le personnel destiné à faire fonctionner le nouvel empire américain. » [41].

Mais ce n'est pas tout : « En même temps, M. Hoover organisait les producteurs américains concurrents en groupes commerciaux coopérants et les persuadait par des entrevues personnelles, la propagande écrite et la pression gouvernementale, leur prêchant le nouvel évangile de l'élimination du gaspillage, de la sérialisation, de la spécialisation, de la standardisation, du calcul des prix de revient, de la recherche scientifique, des diagnostics commerciaux, de la production en série et du rendement capitaliste. En un mot, M. Hoover accomplissait l'américanisation de l'Amérique, qui n'avait été jusqu'alors que le rêve de quelques Américains et le cauchemar de nombreux Européens. » [42].

En d'autres termes, Herbert Hoover organisait les secteurs non selon la sacro-sainte libre concurrence, mais selon un plan aménagé pour les firmes américaines dans leur lutte contre leurs rivales étrangères. Ce que les autorités américaines dénoncent aujourd'hui des pratiques de la Chine, comme ils l'avaient déjà fait dans les années 1970, 1980 et 1990 contre le Japon.

Il ne faut pas oublier qu'à l'époque aussi, les États-Unis exigeaient parmi les tarifs douaniers les plus élevés de la planète. En 1928, 34% des produits en valeur étaient concernés et, en moyenne, le pourcentage de hausse exigée s'élevait à 40,6%, ce qui faisait du pays l'un des plus protecteurs. La loi en vigueur, édictée en 1922, avait été concoctée « dans l'intention arrêtée de frapper nos concurrents étrangers

et en particulier l'Angleterre. ». [43] Et, le 30 juin 1930, la loi Smooth-Harley durcissait encore cette politique protectionniste.

En 1929, la Grande-Bretagne et 28 autres pays se sont plaints de cette politique douanière, alors que les pays achetaient de plus en plus américains. Washington répliqua qu'il n'était pas le seul à exiger des droits élevés [44].

Il est intéressant de constater que, dans le but de casser l'alliance qui existait entre Londres et Tokyo, les États-Unis ont pris la décision de ne pas installer de bases militaires dans l'île de Guam dans le Pacifique et aux Philippines, alors qu'ils en avaient l'occasion. Ils ont fait mieux : ils ont préparé des navires pour aider les Japonais à envahir la Mandchourie [45]. On voit où cette politique a mené.

Les critiques proférées par les néoconservateurs aujourd'hui contre Beijing - et reprises en chœur par tout l'establishment américain - n'ont donc que peu de poids. Elles dénoncent des pratiques que les États-Unis ont largement utilisées en leur temps pour devenir le leader de la planète et qui sont encore d'actualité. Washington peut se plaindre que les firmes chinoises font de l'espionnage industriel, qu'elles piratent les produits du monde entier, qu'elles usent des failles du système informatique pour s'emparer de données confidentielles. Mais le Pentagone utilise les mêmes moyens à grande échelle, avec son antenne de renseignements, la NSA, qui capte toutes les données de communication transmises dans le monde. Ce qui lui permet de savoir comment telle entreprise étrangère a pu obtenir tel contrat auprès du gouvernement de tel État et de conseiller la multinationale américaine concurrente pour finalement arracher la victoire sur ce dossier.

En fait, l'objectif de Ludwell Denny est de prévenir les populations de ce qui les attend avec ce développement de la concurrence impitoyable, de ces batailles commerciales qui peuvent déboucher sur des conflits armés. Son message n'a pas perdu de sa valeur. Il écrit, en effet : « Si les peuples d'Europe avaient compris que les causes qui poussent leurs nations à la guerre n'étaient pas avant tout des conflits spirituels entre les Huns et les Élus du Seigneur, mais des luttes économiques pour le fer, le charbon, le pétrole, les matières premières coloniales, les excédents de population et les débouchés, la maîtrise de la mer, etc., auraient-ils consenti à se battre ? Peut-être. Mais seule la connaissance par le public de ces causes et de ces buts de guerre pourrait empêcher une guerre anglo-américaine. Les autres garanties de paix ne sont rien par rapport à cette assurance-là. » [46]. Et il ajoute : « Le danger de guerre existe. Une lutte farouche se livre pour des débouchés, des matières premières, pour la suprématie financière. Mais cette lutte ne constitue pas le danger le plus grave. Le danger est dans l'ignorance des peuples. Ils croient que les conflits internationaux peuvent être réglés par des armées et des marines. Ils croient encore qu'on peut gagner une guerre. » [47].

Évidemment, les événements ne sont pas passés comme l'avait pronostiqué le journaliste. Des forces plus obscures encore sont apparues en Europe pour restaurer le prestige de pays vaincus lors de la guerre 1914-1918. L'Allemagne a de nouveau aspiré à l'hégémonie mondiale et s'est finalement opposée aussi bien à l'Angleterre qu'aux États-Unis. Elle a trouvé avec le Japon, un allié de circonstance, qui partageait un désir similaire, mais sur un autre continent.

Aujourd'hui, on peut estimer que le danger le plus probable est un conflit entre la Chine et les États-Unis. Pour paraphraser Ludwell Denny : « Une guerre entre

l'Amérique et la Chine est plus probable qu'une guerre entre l'Amérique et toute autre puissance. ». Mais qui sait ce qui peut se passer ? Quelles nouvelles forces obscures peuvent apparaître ? Et ne débouchera-t-on pas sur une hostilité majeure entre d'autres États, par exemple, la Russie et la coalition occidentale ? La situation en Syrie, où chaque État avance ses pions éventuellement au détriment des autres, au centre de ce Moyen-Orient si stratégique, ne va-t-elle pas dégénérer et se transformer progressivement en conflagration généralisée ?

Des lendemains qui déchantent

Les événements récents n'ont pas de quoi rassurer sur l'état du monde. Deux empires se disputent à nouveau l'hégémonie mondiale. La Chine est la puissance montante, son développement économique progresse inexorablement. Elle renforce également sa présence politique et militaire dans le monde.

Les États-Unis sont une puissance déclinante. Ils disposent toujours d'un avantage, mais celui-ci se restreint au fil du temps et cela inquiète la classe dominante américaine. D'où une certaine division en son sein et l'arrivée d'hommes plus sulfureux à la tête de l'État.

Certes, il ne s'agit pas d'empire selon l'acception ancienne, avec une métropole qui contrôle, dirige et administre des territoires de plus en plus grands, comme au temps des colonies. Mais ce sont des batailles engagées pour attirer dans son camp l'un ou l'autre pays, pour favoriser telle ou telle solution qui satisferait ses entreprises en vue de l'obtention de contrats juteux. Les escarmouches n'en sont pas moins nombreuses et les combats moins âpres, notamment parmi les États les plus pauvres de la planète qui n'ont guère de possibilités de résister aux politiques du bâton et de la carotte présentées par les deux puissances.

On pourrait croire que la Chine étant le pouvoir ascendant elle serait aussi la plus agressive, afin de soustraire des marchés à son concurrent. C'était effectivement le cas au début du XX^e siècle, parce que les colonies qui étaient convoitées assuraient un marché domestique entièrement sous contrôle. Il fallait donc courir pour obtenir, voire arracher, le plus grand nombre de territoires sous sa juridiction. D'où cette quête incessante de contrées à conquérir à partir des années 1870, que nous avons décrite dans un numéro du Gresea Échos [48].

La situation actuelle est différente. Les marchés ne sont plus aussi fermés. Théoriquement, celui qui adresse l'offre la plus intéressante et la moins chère a des chances d'avoir la commande. Et, sur ce point, les firmes chinoises ont une longueur d'avance.

C'est donc plutôt la puissance en recul qui se dévoile être la plus acharnée à défendre son pré carré. C'est elle qui insiste pour le respect intégral des normes internationales, écrites ou non, qu'elle a elle-même imposées au monde. C'est elle qui menace en permanence de recourir à la force. C'est elle qui l'a fait le plus souvent aussi. Durant les trente dernières années, les États-Unis ont mené 13 conflits d'une certaine envergure pour un coût total de 14.200 milliards de dollars. [49] Barack Obama, qui n'est pas le président américain le plus belliciste de ces dernières décennies, a été le premier en exercice à n'avoir jamais connu de temps de paix [50].

Il y a aussi des mythes qui persistent, selon lesquels, par exemple, les pays sont trop interconnectés pour se faire la guerre, notamment avec les importantes

relations commerciales entre la Chine et les États-Unis. Cette hypothèse a été émise par Norman Angell dans un livre, *La grande illusion*, publié en 1910, soit quatre ans avant le début de la Grande Guerre. Aujourd'hui, du côté américain, on avance que des démocraties n'en viennent pas aux armes pour résoudre leurs problèmes. On peut discuter du terme de démocratie que sous-entendent les auteurs de cet argument. Si l'on comprend par là être d'accord avec Washington, ce raisonnement est quasiment une tautologie. Mais, si l'on reprend ce qu'en général les responsables américains mettent sous ce concept, à savoir une démocratie formelle, alors cette conclusion a été déjà réfutée en 1914. Les parlements allemand et français ont voté à une grande majorité les crédits d'une guerre qu'ils croyaient courte, mais qui s'est révélée être catastrophique.

Le pire n'est pas toujours ce qui arrive. Mais, reprenons les mots de Ludwell Denny : les causes des guerres sont souvent d'ordre économique ou géostratégique pour permettre à une puissance et à sa classe dirigeante d'avancer vers l'hégémonie ; les populations doivent le savoir et doivent également comprendre qu'elles ne sortent jamais victorieuses de tels conflits.

Notes

[1] Henri Houben, « [Pourquoi avoir permis l'élection de Donald Trump ?](#) », étude Gresea, 26 avril 2018.

[2] Jean-François Susbielle, *Chine-USA. La guerre programmée*, Éditions Générales First, Paris, 2006, p.251.

[3] Chalmers Johnson, *Nemesis. The Last Days of the American Republic*, Metropolitan Books, New York, 2006, p.277.

[4] Council of State, *China's Military Strategy*, The State Council Information Office of the People's Republic of China, mai 2015, p.4.

[5] Si tu veux la paix, prépare la guerre.

[6] Hughes Eudeline, Pékin : scénario d'unification par la force », in Michel Korinman (dir.), *Les leçons de Donald Trump*, éditions L'Esprit du Temps, Bègles, 2017, p.381.

[7] *Le Monde*, 17 juillet 2017.

[8] *Le Monde*, 5 février 2018.

[9] *Jeune Afrique*, 4 avril 2017.

[10] *La Tribune Afrique*, 10 octobre 2017.

[11] *Le Monde*, 5 février 2018.

[12] *Ouest France*, 25 avril 2017.

[13] Council of State, op. cit., p.9.

[14] Henri Houben, « [Les nouvelles routes de la soie : le cauchemar de Brzezinski passe par l'Asie centrale](#) », Gresea, 28 juin 2018.

[15] US Office of The Secretary of Defense, « [Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2017](#) », Annual Report to Congress, p.43.

[16] Shanghai Cooperation Organisation.

[17] Jean-François Susbielle, op. cit., p.216.

[18] Serge Michel, « Vers une collision en Afrique », in *Le Cercle Turgot, Chinamérique : un couple contre-nature*, éditions Eyrolles, Paris, 2011, p.199.

[19] *Le Monde*, 17 juillet 2017.

- [20] China Dream : The Great Power Thinking and Strategic Positioning of China in the Post-American Era.
- [21] Wang Jisi, « [China in the Middle](#) », The American Interest, volume 10, n°4, 2 février 2015.
- [22] Wang Jisi, « China's Search for a Grand Strategy », Foreign Affairs, volume 90, n°2, mars-avril 2011.
- [23] Council of State, op. cit., p.7.
- [24] En français courant, on utilise plus fréquemment le nom de Tchang Kai-chek.
- [25] À la mort du dictateur en 1975, le régime s'est progressivement démocratisé.
- [26] Formose est le nom que donnèrent les Portugais en découvrant cette île de Taiwan.
- [27] Richard Bernstein & Ross Munro, Chine-États-Unis : danger, éditions Bleu de Chine, Paris, 1998, p.195.
- [28] Leur livre date de 1997, rappelons-le.
- [29] Allusion à cette passe d'armes entre Donald Trump et Kim Jong-un, le président nord-coréen, pour savoir qui pourrait déclencher les hostilités nucléaires.
- [30] « How 'Made in China 2025' Frames Trump's Trade Threats », Bloomberg News, 10 avril 2018.
- [31] *The Financial Times*, 20 août 2017.
- [32] Chalmers Johnson, Blowback. The Cost and Consequences of American Empire, Time Warner, Londres, 2002, p.147.
- [33] Chalmers Johnson, op. cit., p.230.
- [34] La guerre prochaine avec le Japon.
- [35] Nom que l'on donne parfois au Japon.
- [36] Le contenu de leur ouvrage a été traité dans l'article Henri Houben, « [La Chine : ennemi numéro 1 de Washington](#) », Gresea, 19 juin 2018.
- [37] En anglais : America Conquers Britain.
- [38] Ludwell Denny, L'Amérique conquiert l'Angleterre, éditions Gallimard, Paris, 1933, p.7.
- [39] Ludwell Denny, op. cit., p.74.
- [40] Ludwell Denny, op. cit., p.262.
- [41] Ludwell Denny, op. cit., p.53.
- [42] Ludwell Denny, op. cit., p.54.
- [43] Ludwell Denny, op. cit., p.57.
- [44] Ludwell Denny, op. cit., p.59-60.
- [45] Ludwell Denny, op. cit., p.116.
- [46] Ludwell Denny, op. cit., p.24.
- [47] Ludwell Denny, op. cit., p.25.
- [48] [La Première Guerre coloniale mondiale](#), Gresea Échos, n°79, 2014.
- [49] James O'Neill, « One Belt, One Road, le nouveau paradigme géopolitique », in Michel Korinman (dir.), op. cit., p.340.
- [50] James O'Neill, op. cit., p.339.